

DES INVESTISSEMENTS LOCAUX ET ÉTRANGERS
SERONT BIENTÔT LANCÉS

Vers la création d'un réseau de la grande distribution

L'absence de la grande distribution notamment pour les produits de large consommation est le principal problème du commerce en Algérie, ce qui constitue une des sources de l'inflation. Le problème donc numéro 1 du commerce en Algérie, c'est l'absence de la grande distribution. Une situation que si elle a prévalu durant des années est en passe d'être résolue, avec le lancement prochainement d'investissements massifs nationaux et étrangers, dont des Qataris dans le domaine des grandes surfaces commerciales (Hyper Marchés). P 3



EXPORTATION DE BORNES DE
RECHARGE POUR VÉHICULES
ÉLECTRIQUES

**Sonelgaz décroche
un contrat avec l'Italie
et la Libye**

Sonelgaz a récemment franchi une étape majeure en concluant un contrat significatif pour l'exportation de 433 bornes de recharge pour véhicules électriques. Ce contrat, incluant des modèles à recharge moyenne de 60 kW et rapide de 322 kW, est principalement destiné à la Libye et à l'Italie. Cette commande marque une avancée décisive dans l'internationalisation des produits fabriqués localement par Sonelgaz.

P 2

PRÉSIDENTIELLE/COMMUNAUTÉ
NATIONALE ÉTABLIE À
L'ÉTRANGER

**Début du vote
aujourd'hui**

Les membres de la communauté nationale établie à l'étranger commenceront à voter à partir d'aujourd'hui lundi, dans le cadre des élections présidentielles du 7 septembre, auxquelles seront en compétition trois candidats.

P 5

UN PROJET INDUSTRIEL SERA
IMPLANTÉ À BOUIRA

**Ferrovial se lance
dans la fabrication
de conteneurs**

Le groupe public Ferrovial, en pleine expansion, prépare un projet industriel d'envergure dans la wilaya de Bouira, témoignant de son engagement continu pour le développement économique national. Le Président-Directeur Général, El Amri Bouyoucef, a dévoilé dans une déclaration à la presse une initiative majeure centrée sur les industries maritimes, avec un accent particulier sur la fabrication de conteneurs maritimes, un domaine crucial pour l'économie algérienne.

P 3



FINANCES

L'adhésion de l'Algérie à la Banque des BRICS approuvée

L'adhésion de l'Algérie à la banque du groupe des BRICS a été officiellement approuvée, lors de la réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de cette institution, tenue samedi à Cape Town (Afrique du Sud), a indiqué le ministère des Finances dans un communiqué. "A l'issue de la 9ème réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la Nouvelle banque de développement (New Development Bank-NDB), tenue le samedi 31 août 2024 à Cape Town (Afrique du Sud), l'adhésion de l'Algérie à cette institution a été officiellement approuvée", précise le communiqué. Cette décision a été confirmée par la présidente de la NDB, Dilma Rousseff, lors d'une conférence de presse organisée à l'issue des travaux du Conseil des gouverneurs. "Avec son adhésion en tant que membre de cette importante institution de développement, bras financier du groupe des BRICS, l'Algérie franchit une étape majeure dans son processus d'intégration au système financier mondial et devient ainsi le 9ème pays membre de la NDB", souligne le ministère des Finances. Cette adhésion, fruit d'une évaluation "rigoureuse", a été entérinée en grande partie grâce à la solidité des indicateurs macroéconomiques du pays, témoignant de la résilience de son économie, est-il mentionné dans le communiqué. "Les performances remarquables enregistrées ces dernières années, en matière de croissance économique, soutenues par des réformes multisectorielles, ont permis à l'Algérie d'être considérée, grâce aussi à son classement récent en tant qu'économie émergente de tranche supérieure, comme un partenaire fiable et dynamique au sein de cette institution", assure la même source. L'adhésion à la NDB offre désormais à l'Algérie de nouvelles perspectives pour soutenir et renforcer son essor économique à moyen et long termes, ajoute le ministère. Créée en 2015 par le groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), la NDB est une banque multilatérale de développement, dont la mission principale est de mobiliser des ressources pour financer des projets de développement durable dans les marchés émergents et les pays en développement.

R. E.

EXPORTATION DE BORNES DE RECHARGE POUR VÉHICULES ÉLECTRIQUES

Sonelgaz décroche un contrat avec l'Italie et la Libye

Sonelgaz a récemment franchi une étape majeure en concluant un contrat significatif pour l'exportation de 433 bornes de recharge pour véhicules électriques. Ce contrat, incluant des modèles à recharge moyenne de 60 kW et rapide de 322 kW, est principalement destiné à la Libye et à l'Italie. Cette commande marque une avancée décisive dans l'internationalisation des produits fabriqués localement par Sonelgaz.

Par Mourad A.

Parallèlement, les négociations avancent pour d'autres contrats visant à étendre la présence de ces produits sur les marchés européens et du Moyen-Orient, comme l'a précisé le porte-parole de Sonelgaz, Khalil Hedna. Par le biais de sa filiale spécialisée dans l'industrie électrique et gazière, Sonelgaz a récemment inauguré une nouvelle usine dédiée à la fabrication de ces bornes. Selon Khalil Hedna, cette initiative s'inscrit dans le cadre des engagements de l'État algérien en matière de transition énergétique, visant à promouvoir la durabilité et à moderniser les infrastructures du pays. « Avec sa nouvelle usine et ses projets d'exportation, Sonelgaz joue un rôle central dans la transition énergétique de l'Algérie, tout en s'affirmant comme un leader dans le domaine des infrastructures de recharge pour véhicules électriques, tant sur le marché local qu'international », a-t-il souligné. Lors de son intervention sur les ondes

de la radio Algérie internationale, le porte-parole du groupe a précisé que cette usine est cruciale pour répondre aux besoins locaux. Sonelgaz s'est fixé un objectif ambitieux de déployer plus de 3 000 bornes de recharge d'ici 2030, en accord avec la politique énergétique nationale. Cette démarche vise à assurer une transition fluide vers la mobilité électrique et à soutenir la croissance du marché local des véhicules électriques. « Actuellement, les bornes de recharge produites par notre usine affichent un taux d'intégration nationale de 58%. Nous avons pour objectif d'augmenter ce taux dans les mois à venir, renforçant ainsi notre capacité industrielle locale et soutenant la croissance économique nationale. Cette stratégie contribue également à réduire la dépendance aux importations et favorise la création d'emplois locaux », a-t-il ajouté. En soutenant cette initiative, l'Algérie démontre sa détermination à promouvoir les véhicules électriques et à réduire son empreinte carbone. Le pays met en œuvre des mesures telles que des subventions pour les véhicules

électriques et un programme national ambitieux visant à installer 1 000 bornes de recharge d'ici la fin de l'année. Ces actions s'inscrivent dans une politique globale visant à créer une économie plus verte et durable, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en stimulant l'innovation dans le secteur énergétique. Parallèlement, le gouvernement algérien encourage la recherche et le développement dans les technologies propres et soutient les investissements dans les infrastructures de mobilité électrique. En investissant dans ces technologies et en facilitant leur adoption, l'Algérie aspire à devenir un leader régional en matière d'énergie durable. Ces efforts visent non seulement à réduire l'empreinte carbone, mais aussi à renforcer la sécurité énergétique du pays en diversifiant ses sources d'énergie et en favorisant une transition vers des solutions énergétiques plus propres et renouvelables. En consolidant sa position sur la scène internationale, l'Algérie s'engage ainsi dans une transformation économique et environnementale significative.

CARGAISON DU FIOUL ALGÉRIEN AU PORT DE TRIPOLI

Début du déchargement aujourd'hui

Le ministère libanais de l'Energie et de l'Eau (MEE), a annoncé, avant-hier, dans un communiqué, que l'opération de déchargement du pétrolier algérien transportant le fioul nécessaire pour la production de l'électricité au Liban, sera entamée lundi après-midi, affirmant avoir finalisé tous les préparatifs logistiques et techniques au niveau des installations pétrolières du port de Tripoli. « Contrairement à toutes les rumeurs tendancieuses et les informations malveillantes circulant, le ministère affirme avoir finalisé tous les préparatifs logistiques et techniques au niveau des installations pétrolières du port de Tripoli, dont le nettoyage des réservoirs de pétrole et des infrastruc-

tures maritimes», a précisé le ministère dans un communiqué rapporté par l'Agence Nationale de l'Information libanaise (NNA), ajoutant que « le ministère a autorisé le déchargement du tanker dans les réservoirs, cependant, la hauteur des vagues empêche, jusqu'à présent, l'accostage et le déchargement de la cargaison ». « Les équipes maritimes affirment que le pétrolier devrait entrer au port de Tripoli lundi à 10h00, et que le déchargement du fioul dans les réservoirs commencera à 14h00. L'opération de déchargement se poursuivra 48 heures », ajoute le communiqué. La première cargaison de fioul algérien était arrivée au port de Tripoli, mardi dernier, dans le cadre du soutien

de l'Algérie au Liban afin de l'aider à surmonter la crise d'électricité qu'il traverse, en application de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune portant approvisionnement du Liban, pays frère, en énergie. « Suite au don de fioul de haute qualité produit par les raffineries algériennes, offert par les autorités de la République algérienne démocratique et populaire en vue de répondre aux besoins urgents du Liban, le ministère libanais de l'Energie et de l'Eau se félicite de ce don et réitère ses remerciements au président algérien, M. Abdelmadjid Tebboune, pour cette généreuse initiative affirmant que l'Algérie a toujours sou-

tenu le Liban notamment en période de crise », lit-on dans le communiqué. Après avoir réitéré ses remerciements à « l'Etat frère de l'Algérie, Président, Gouvernement et Peuple, pour avoir soutenu le Liban en cette conjoncture difficile et critique », le ministère libanais a appelé à « faire preuve de prudence face à ceux qui pêchent en eaux troubles », affirmant être "en contact quotidien et continu avec les autorités algériennes concernées, représentées par le ministère algérien de l'Energie et des Mines, pour protéger les intérêts des deux peuples frères et contribuer à la promotion de leurs relations privilégiées et de leur avenir commun ».

R. E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

DES INVESTISSEMENTS LOCAUX ET ÉTRANGERS SERONT BIENTÔT LANCÉS

Vers la création d'un réseau de la grande distribution

L'absence de la grande distribution notamment pour les produits de large consommation est le principal problème du commerce en Algérie, ce qui constitue une des sources de l'inflation. Le problème donc numéro 1 du commerce en Algérie, c'est l'absence de la grande distribution.

Par Réda Hadi

Une situation que si elle a prévalu durant des années est en passe d'être résolue, avec le lancement prochainement d'investissements massifs nationaux et étrangers, dont des qataris dans le domaine des grandes surfaces commerciales (Hyper Marchés). Lors du lancement d'un investissement sous la marque algérienne « Four Weeks », le ministre a résolument affirmé que cette nouvelle structure correspond à un besoin et marque le début d'une série de grandes surfaces de plus de 6000 mètres carrés, ainsi que de grandes surfaces (Supermarchés) d'une superficie de 2500 mètres carrés, suivies de petites et moyennes surfaces commerciales (Supérettes) qui seront créées progressivement dans plusieurs wilayas du pays. Selon des études de bureaux d'études d'économistes algériens, le commerce en Algérie prêche par l'absence de grandes surfaces de vente, et selon eux en 2022, 38 wilayas ne possèdent pas d'hypermarchés. Avec le lancement de cette chaîne de distribution, l'Algérie veut performer son commerce. Cette initiative, selon Tayeb Zitouni, se veut être principalement axée sur la restructuration et l'organisation du marché dans tous ses aspects, qu'il s'agisse des cadres juridiques, des moyens de paiement électroniques, des schémas de distribution, de l'organisation des marchés de gros et des surfaces commerciales. Et de spécifier qu'il a été dans ce cadre entamé un encadrement des activités des grandes surfaces commerciales, en prépa-

rant le cadre juridique régissant cette activité, ainsi que les centres d'achat et de distribution majeurs (Centrale d'Achat), tout en simplifiant les procédures associées à ce type d'activités pour attirer les investisseurs. Le ministre a aussi affirmé que son département œuvre aussi à ce que la prochaine phase de la stratégie du Ministère du Commerce et de la Promotion des Exportations soit principalement axée sur la restructuration et l'organisation du marché dans tous ses aspects, qu'il s'agisse des cadres juridiques, des moyens de paiement électroniques, des schémas de distribution, de l'organisation des marchés de gros et des surfaces commerciales. Et ceci, en commençant à encadrer les activités des grandes surfaces commerciales, tout en préparant le cadre juridique régissant cette activité, ainsi que les centres d'achat et de distribution majeurs (Centrale d'Achat), et en simplifiant les procédures associées à ce type d'activités pour attirer les investisseurs. Les grandes surfaces sont parmi les activités commerciales qui créent un environnement dynamique, alliant shopping, divertissement et services divers répondant aux besoins des citoyens. Pourtant des esprits chagrins aiment à rappeler que ces structures aussi grandes soient elles, ne sont pas la panacée, et peuvent représenter une sorte de spéculation. De même que certains font observer que l'augmentation de ces structures, ne doivent pas tuer les commerces de proximités et le terroir. D'aucuns soulignent aussi, qu'il faut savoir tirer profit des expériences d'autrui.

Car de par le monde ce système commence à montrer ses limites, car il a fait plonger les pays qui l'ont adopté, dans un mode de surconsommation, avec à la clé une baisse de production ajoutée, à une course effrénée de prix bas, qui si au début, a profité au consommateur, il s'est traduit en finalité par la fermeture de beaucoup de centres commerciaux. Et de préciser, que la solution n'est pas dans démesure, mais dans une adéquation équilibrée entre l'offre et la demande. Toujours est-il, pour le Ministre du commerce et de la Promotion des Exportations, bien qu'il existe actuellement 58 grandes surfaces de plus de 2500 mètres carrés, ce chiffre reste très faible. Et à cela, son département aspire à augmenter considérablement ce nombre pour les aligner avec la stratégie du Président de la République, afin de garantir la disponibilité continue des produits et d'assurer un approvisionnement régulier des citoyens dans tout le pays. « Avec l'arrivée de nouveaux investissements dans le domaine des grandes surfaces commerciales, nous pourrions éliminer la hausse des prix, la spéculation et les fluctuations d'approvisionnement, notamment lors des périodes religieuses comme le mois de Ramadan », a-t-il affirmé. Celui-ci a tout de même tenu à préciser, que le marché national verra prochainement l'arrivée d'investisseurs étrangers qataris et d'entreprises multinationales dans le domaine des grandes surfaces commerciales et des centres d'achat et de distribution, avec un objectif de 500 succursales à travers le pays, ce qui permettra de créer plus de 10 000 emplois.

UN PROJET INDUSTRIEL SERA IMPLANTÉ À BOUIRA

Ferrovial se lance dans la fabrication de conteneurs

Par Mourad A.

Le groupe public Ferrovial, en pleine expansion, prépare un projet industriel d'envergure dans la wilaya de Bouira, témoignant de son engagement continu pour le développement économique national. Le Président-Directeur Général, El Amri Bouyoucef, a dévoilé dans une déclaration à la presse une initiative majeure centrée sur les industries maritimes, avec un accent particulier sur la fabrication de conteneurs maritimes, un domaine crucial pour l'économie algérienne. Le site industriel de Bouira, s'étendant sur une superficie de 10 hectares, sera consacré à la production de conteneurs ainsi que de véhicules utilitaires. L'objectif est de produire annuellement 12 000 conteneurs, réduisant ainsi la dépendance aux importations et contribuant à alléger la facture d'importation du pays. Cette production, qui s'inscrit dans une vision stratégique plus large, constitue une réponse économique durable aux coûts élevés des importations, renforçant ainsi

l'autosuffisance de l'Algérie. Ferrovial, déjà engagé depuis 2020 dans l'entretien et le renouvellement de conteneurs pour le groupe algérien de transport maritime (Gatma), a su tirer parti de son expertise ferroviaire pour se diversifier vers l'industrie maritime. Ce projet à Bouira marque une nouvelle étape dans cette diversification, positionnant désormais Ferrovial comme un acteur clé non seulement au niveau national, mais aussi à l'international, avec des perspectives d'exportation vers l'Afrique et d'autres marchés. L'ambition de Ferrovial ne s'arrête pas là. Dans le cadre de son plan de développement, l'entreprise avait alloué une enveloppe de 4,2 milliards de dinars, dont plus de la moitié est dédiée à la modernisation de ses installations industrielles. Cette modernisation est essentielle pour diversifier encore davantage sa gamme de produits, qui comprend désormais des fours de séchage de phosphate, des incinérateurs de déchets pharmaceutiques et hospitaliers, des wagons de transport de métaux bruts, et même des équipements de forage. Ferrovial

avait également renforcé ses capacités en établissant des bases logistiques dans les grands ports algériens pour la location de conteneurs, offrant ainsi un service de transport maritime et terrestre de marchandises vers les marchés africains et maghrébins. En parallèle, l'entreprise avait signé 15 accords de coopération avec des institutions de recherche scientifique pour lancer un programme de fabrication de conteneurs, avec l'objectif ambitieux de réduire la facture des services liée à la location de conteneurs de 100 millions USD par an. Ferrovial ne se contente pas de se développer industriellement, mais s'investit également dans la recherche et le développement. Grâce à sa collaboration avec l'université d'Annaba et le Laboratoire de recherche en métallurgie, Ferrovial bénéficie d'une synergie entre le milieu universitaire et industriel, favorisant l'innovation dans ses procédés de fabrication. Cette collaboration s'étend également à la formation, l'entreprise prévoyant de recruter des diplômés majors de l'université dans les domaines de la technologie et de la

métallurgie. Par ailleurs, Ferrovial a signé une convention de partenariat avec la Direction de la Formation et de l'Enseignement Professionnel de la wilaya de Bouira. Cette convention se concentre sur le développement des compétences à travers l'apprentissage dans les différentes spécialités de l'entreprise nationale des chemins de fer, avec pour objectif final de faciliter l'intégration des jeunes sur le marché du travail. Cette nouvelle convention officialise ainsi un engagement mutuel en faveur de la formation des jeunes. Ferrovial, par son dynamisme et sa vision stratégique, s'affirme non seulement comme un pilier de l'industrie algérienne, mais aussi comme un acteur incontournable sur le plan international. Ce projet à Bouira, en phase avec les initiatives de développement industriel prônées par les autorités, contribue activement au renforcement de la souveraineté économique du pays, tout en offrant des solutions logistiques et industrielles de haute qualité répondant aux normes mondiales.

PROJET "BALADNA" POUR LA PRODUCTION DU LAIT EN POUDRE

La date du lancement des travaux fixée

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a annoncé, hier à Alger, le lancement, mardi prochain, des travaux de réalisation du projet algéro-qatari "Baladna" pour la production du lait en poudre. Dans son allocution à l'ouverture des rencontres nationales avec les investisseurs bénéficiaires de terres agricoles dans le cadre du droit de concession, auprès de l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS), Cherfa a souligné « qu'il est attendu, ce mardi, le lancement des travaux de forage pour la prospection de l'eau dans le cadre du projet "Baladna" ». Pour rappel, un accord-cadre avait été signé, fin avril dernier, entre le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et la société qatarie "Baladna" pour la réalisation d'un projet structurant consistant en la création de fermes d'élevage intégrées de vaches laitières et la production de lait en poudre, à travers un partenariat entre la société qatarie "Baladna" et l'Etat algérien, représenté par le Fonds national d'investissement (FNI). D'une superficie totale de 117.000 hectares, ce projet est composé de trois pôles contenant chacun une ferme de production de céréales et de fourrage, une ferme d'élevage de vaches et de production de lait et de viande, ainsi qu'une usine de production de lait en poudre, selon les explications fournies lors de la cérémonie de signature. Une fois concrétisé, ce projet permettra de produire localement 50% des besoins nationaux en poudre de lait de l'Algérie, d'approvisionner le marché local en viande rouge, en sus de contribuer à l'augmentation du cheptel bovin national. Ce projet d'une valeur de 3,5 milliards de dollars, devrait permettre la création de 5.000 postes d'emploi directs. Le projet sera réalisé en quatre étapes, la première devant prendre fin avec l'entrée en production effective à l'horizon 2026.

R.E.

EDUCATION NATIONALE

Demandes de transfert des élèves en ligne

Le ministère de l'Education nationale a informé, hier dimanche, dans un communiqué, qu'à partir de l'année pédagogique 2024-2025, les demandes de transfert des élèves d'un établissement scolaire à un autre seront formulées par les parents, exclusivement, via la plateforme numérique qui leur est dédiée, soit <http://awliya.education.dz>. L'échéance fixée pour cette opération est fixée du 8 au 21 septembre 2024. Il est précisé que les élèves doivent rejoindre, à la reprise des classes, les écoles vers lesquelles ils ont été orientés initialement, en attendant que la tutelle tranche sur les demandes de transfert.

BOUIRA

Trois camions prennent feu sur l'autoroute Est-ouest à Djebahia

Un incendie s'est déclaré samedi après-midi dans un camion avant de se propager à deux autres poids-lourds roulant sur la pente autoroutière de Djebahia (Ouest de Bouira), mais sans faire de dégâts humains, a-t-on appris des services de la protection civile. "Les équipes de la protection civile se sont déplacées sur les lieux du sinistre pour éteindre les flammes, et fort heureusement nous n'avons enregistré aucune perte humaine", a expliqué à l'APS un officier de la protection civile. Les flammes ont été maîtrisées par les unités de la protection civile déployées sur les lieux de l'incendie qui a bloqué la circulation automobile plus de deux heures durant. "La voie menant vers Constantine est pour le moment bloquée, alors que celle menant vers Alger a été rouverte à la circulation", a expliqué le Sous-Lieutenant Youcef Abdat. En attendant la réouverture de la voie autoroutière vers Constantine, la circulation automobile a été déviée sur la route nationale RN 5 pour permettre aux équipes de la protection civile d'intervenir et de dégager aussi la voie, selon la même source. Une enquête a été ouverte par les services de la protection civile pour élucider les circonstances et les causes de cet incendie, est-il souligné.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

HOLCIM EL-DJAZAÏR

Adham El Sharkawy nommé à la tête du groupe

Holcim en Algérie a annoncé hier la nomination d'Adham El Sharkawy au poste de représentant du Groupe Holcim en Algérie, à compter du 1er septembre 2024. Il succède à Nicolas George, qui prendra désormais la direction des opérations de Holcim aux Philippines, indique le groupe dans un communiqué. Fort d'une expérience couronnée de succès en tant que CEO en Irak, où il a mené le développement d'une équipe performante, optimisé l'excellence opérationnelle, engagé la décarbonisation des activités et soutenu une croissance continue, Adham El Sharkawy est prêt à mettre son exper-

tise au service de l'Algérie.

« C'est un honneur de prendre la direction d'Holcim El-Djazair et de contribuer à l'amélioration continue de la performance et de l'impact positif de l'entreprise », a déclaré Adham El Sharkawy.

«C'est avec grand plaisir que je rejoins Holcim El-Djazair en cette période excitante, alors que le pays connaît une transformation économique majeure. L'Algérie est un marché stratégique pour le Groupe Holcim, et je me réjouis de travailler avec nos équipes, nos clients et nos partenaires pour atteindre de nouveaux objectifs ambitieux.»

Et d'ajouter : « Nous continuerons à

déployer la stratégie du groupe en Algérie, parfaitement alignée avec les orientations du gouvernement, notamment en matière d'innovation, de durabilité, de développement des exportations de produits finis, ainsi que de soutien aux startups et petites entreprises. »

Avant de rejoindre Holcim en 2009, M. El Sharkawy a occupé divers postes de direction dans les ventes et le marketing dans le secteur des biens de consommation courante au Moyen-Orient. Il a ensuite progressé au sein de Holcim, assumant des fonctions de leadership aux Émirats Arabes Unis et en Oman, avant d'être nommé CEO en Irak.

CROISSANT ROUGE ALGÉRIEN

Lancement d'une caravane de distribution de trousseaux scolaires à Bordj Bou Arreridj

Le Croissant rouge algérien (CRA) a lancé samedi à Bordj Bou Arreridj une caravane de distribution de trousseaux scolaires et de tabliers au profit des écoliers issus de familles démunies en prévision de la prochaine rentrée scolaire 2024-2025. Dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie de lancement de la caravane, la présidente du CRA Ibtissem Hamlaoui a indiqué que cette initiative s'inscrit dans le ca-

dre de l'opération de solidarité lancée par le CRA au profit des écoliers des paliers primaire et moyen issus de familles démunies à la veille de la rentrée scolaire et ce, en coordination avec plusieurs partenaires à l'échelle nationale. Elle a ajouté que dans le cadre de l'accompagnement des efforts des autorités locales à travers le pays en prévision de la prochaine rentrée sociale, le CRA a prévu la distribution de 125.000 trousseaux scolaires et 100.000 tabliers confectionnés au niveau des établissements pénitentiaires et des ateliers du CRA, soulignant que ces chiffres pourraient augmenter

avec les initiatives des mécènes. La responsable du CRA a souligné qu'en coordination avec les autorités de la wilaya de Bordj Bou Arreridj, il a été décidé de créer dans cette wilaya un centre régional de distribution relevant du CRA pour faciliter l'intervention au niveau de la région Est en cas de besoin. La présidente du CRA a présidé également la remise de matériel médical à la salle de soins de la mechta " Fatma " relevant de la commune d'El Hamadia (Sud de Bordj Bou Arreridj) dans le cadre des efforts de rapprochement des services de santé du citoyen.

Mercuriale

وزارة التجارة وتربية الصادات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية وإساعة الإستهلاك ليوم 01 سبتمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, daté: 01 Septembre 2024

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة		
		DA / Kg	دج / كغ	معدل	أعلى	أدنى
		Moyenne	Maximum	Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	85	105	65	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	62	73	51	الطماطم	
	Oignon sec	43	49	36	البصل الجاف	
	Ail sec	368	429	308	الثوم الجاف	
	Carotte	75	85	66	الجزر	
	Navet	104	115	92	لفت	
	Poivron	100	113	87	القلقل الأخضر	
	Piment	119	135	103	القلقل الحار	
	Courgette	108	121	96	الكوسة	
	Haricot vert	193	214	171	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	117	131	104	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	385	497	273	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	571	686	456	التمر	
	Melon	101	114	89	البطيخ الأصفر	
	Pastèque	81	91	71	البطيخ الأحمر	
	Poire	376	437	314	الإجاص	
	Raisin	223	294	152	العنب	
	Banane	457	471	442	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1799	1943	1656	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	459	472	445	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)	



Election présidentielle 07/09/2024



PRÉSIDENTIELLE/COMMUNAUTÉ NATIONALE ÉTABLIE À L'ÉTRANGER
Début du vote aujourd'hui

Les membres de la communauté nationale établie à l'étranger commenceront à voter à partir d'aujourd'hui lundi, dans le cadre des élections présidentielles du 7 septembre, auxquelles seront en compétition trois candidats.

Synthèse S R

Selon les chiffres fournis par l'Autorité électorale nationale indépendante, le corps électoral de la communauté nationale à l'étranger comprend 865.490 électeurs (45% de femmes et 55% d'hommes), tandis que le pourcentage de moins de 40 ans a atteint 15,43%. L'Autorité électorale nationale indépendante supervise ce corps électoral à l'étranger à travers 117 commissions réparties entre 18 commissions en France, 30 commissions dans le reste des pays européens, 22 dans les pays arabes, 21 dans les pays africains et 26 dans chacune des régions d'Asie et d'Amérique.

L'article 132 de la loi organique relative au système électoral dispose que « le chef de l'Autorité électorale nationale indépendante peut, par décision et en coordination avec les représentations et délégations diplomatiques et consulaires compétentes, avancer la date d'ouverture du scrutin de cent vingt (120) heures ». En effet, toutes les conditions sont réunies pour la réussite de ce rendez-vous. Ainsi, le Consul d'Algérie à Alicante (Espagne), Djamel Benkerrourou, a affirmé hier que toutes les conditions étaient réunies pour l'accueil des électeurs parmi la communauté nationale au centre de vote d'Alicante, dans le cadre de l'élection présidentielle qui débutera lundi dans les bureaux d'Alicante et de Valence. Dans une déclaration à l'APS, le Consul a indiqué que toutes les procédures administratives et



logistiques ont été mises en branle pour assurer le bon déroulement du processus électoral à travers sept bureaux de vote, relevant du centre de vote d'Alicante (Alicante, Valence, Murcie, Séville, Almeria, Malaga et Castellon), signalant que le scrutin sera lancé dans les cinq bureaux précités à partir de mardi.

Il a ajouté que la Commission électorale a été retenue au niveau de la représentation diplomatique ou du consulat au niveau de la province d'Alicante, qui comprend quatre personnes chapeautées par le Consul

d'Algérie à Alicante, le représentant de l'Autorité électorale nationale indépendante (ANIE) comme vice-président, ainsi que deux représentants des membres de la communauté nationale à Alicante, qui supervisent le processus électoral à partir du 2 au 7 septembre, notant que «les travaux de la Commission s'achèveront par l'élaboration du procès-verbal de dépouillement des votes et du rapport final, qui sera soumis à l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) en Algérie».

Concernant le corps électoral, M. Benkerrourou a fait savoir que le nombre d'électeurs inscrits au centre de vote d'Alicante a atteint 10.070 électeurs et électrices, dont 194 nouveaux inscrits répartis à travers les sept bureaux de vote, dont Alicante avec 3.873 électeurs, Valence (2.555), Murcie (1.477), Séville (477), Almeria (533), Malaga (333) et Castellon (822).

Pour sa part, le représentant de l'ANIE à Alicante, Mustapha Yettou, a indiqué que l'opération électorale a été organisée au niveau du Consulat d'Algérie à Alicante, de la révision des listes électorales jusqu'à la délivrance de la carte d'électeur et son envoi aux concernés.

Il a ajouté que, dans le cadre de la préparation de l'opération électorale, trois simulations ont été réalisées entre l'ANIE et ses délégués à l'étranger, en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, la dernière en date ayant été effectuée, le 28 août dernier, pour s'enquérir des conditions réunies au sein des bureaux de vote pour accueillir les électeurs parmi la communauté nationale.

Dans le cadre de la campagne électorale, des rencontres de proximité ont été organisées par des représentants des trois candidats en lice pour la Présidentielle au niveau d'Alicante et Valence, en plus de l'organisation de campagnes de sensibilisation, sous la supervision d'associations, sur l'importance d'une forte participation à cette échéance.

LORS D'UN MEETING À SÉTIF
Hassani Cherif promet une réforme sociale qui "préserve la cohésion de la société"

Le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP) à la Présidentielle du 7 septembre prochain, M. Abdelaali Hassani Cherif, s'est engagé, samedi depuis la wilaya de Sétif, à opérer une réforme sociale "à même de maintenir la sérénité et de préserver la cohésion de la société". Animant un meeting au complexe omnisports 8 mai 1945, M. Hassani Cherif a indiqué que son programme électoral reposait sur "la concrétisation d'une réforme sociale globale à même de maintenir la sérénité, de préserver la cohésion de la société et de garantir une vie digne au citoyen", soulignant que son programme prévoit aussi "la préservation des droits du citoyen, la garantie de sa liberté, la protection de sa santé et l'amélioration de son pouvoir d'achat". Il s'est, dans ce contexte, engagé à renforcer "les mécanismes incitateurs visant à créer des emplois dans les secteurs de production et tertiaires, à résorber le chômage, mais aussi à réviser le système d'allocation aux chômeurs et le système sanitaire". Au volet économique, le candidat du MSP a réaffirmé que ses engagements étaient basés sur "l'évaluation de la situation actuelle en vue d'anticiper les futurs défis qui nécessitent, a-t-il dit, la relance des grands projets, l'instauration d'un environnement propice aux investissements ainsi que la libération du commerce et de l'import-export". S'agissant de la wilaya de Sétif, M. Hassani a énuméré ses atouts industriels, agricoles, et touristiques, faisant d'elle "un important pôle économique", s'engageant, en cas, de son élection à la magistrature suprême, à "transformer les villes connues pour leur dynamique industrielle et commerciale, en pôles à même de contribuer à la relance de l'économie nationale". Il a par la même, souligné que l'Algérie s'apprêtait à une échéance importante avec tous les défis et enjeux qui se présentent, notamment au vu de ses positions constantes en faveur des causes justes dans le monde, appelant à "réussir cette échéance électorale, en se rendant massivement aux urnes le 7 septembre".

ABDELKADER BENGRINA
L'A SOULIGNÉ DEPUIS MAGRA
«Soutenir le candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune pour le parachèvement des réalisations»

Le président du Mouvement El-Bina, Abdelkader Bengrina, a renouvelé dimanche à Magra (M'sila), son appel à soutenir le candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune, lors de l'élection présidentielle du 7 septembre, "afin de parachever les réalisations et réformes".

"Soutenir M. Abdelmadjid Tebboune à l'élection du 7 septembre lui permettra de poursuivre les réalisations et de mener à bien les réformes qu'il a initiées au cours de son premier mandat présidentiel", a déclaré M. Bengrina lors d'échanges avec les citoyens de la commune de Magra dans le cadre d'une activité de proximité pour le compte de la campagne électorale. Il a souligné, dans le même contexte, que le candidat indépendant est "soutenu par les différents courants politiques ainsi que par les acteurs de la société civile" au vu, selon lui, de son programme électoral qui, "orienté vers l'ensemble des secteurs, est digne de la confiance du peuple algérien".

Le président du Mouvement El-Bina a appelé, en conclusion, à voter en faveur du candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune car, a-t-il estimé, "c'est le meilleur candidat pour diriger le pays durant la période à venir".

Notons que M. Abdelkader Bengrina devrait poursuivre ses activités de proximité dans les communes de Barika, d'Azil-Abdelkader et de M'doukal (Batna) afin d'expliquer le programme du candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune.

ANIMANT UN MEETING À BOUIRA
Aouchiche s'engage à prendre en charge les préoccupations des citoyens

Le candidat du Front des forces socialistes (FFS) à la présidentielle du 7 septembre prochain, M. Youcef Aouchiche, a affirmé, dimanche depuis la wilaya de Bouira, son engagement, s'il est élu, à prendre en charge les préoccupations des citoyens à travers des "mesures concrètes" à même de garantir la préservation du pouvoir d'achat.

Animant un meeting au chef-lieu de la wilaya, au 18e jour de la campagne électorale de la présidentielle, M. Aouchiche a indiqué que les solutions proposées dans son programme électoral répondaient aux "principales revendications du peuple algérien", qu'il a promis, s'il est élu, de prendre en charge à travers des "mesures immédiates et concrètes".

Parmi ces mesures, M. Aouchiche a cité "l'augmentation du salaire minimum à 40.000 DA" et "la révision des allocations destinées aux franges de la société sans revenus", soulignant que la préservation du pouvoir d'achat des citoyens comptait parmi ses "priorités".

Il s'est également engagé à opérer des "réformes" dans le secteur de la justice et à conférer de "plus larges prérogatives" à l'institution législative.

A cette occasion, le candidat du FFS a appelé les Algériens à "ne pas céder aux discours défaitistes" et à "participer au changement en allant massivement aux urnes le 7 septembre pour choisir leur président pour les cinq prochaines années".

NÂAMA

Lancement des travaux d'installation de 8 stations d'Internet à très haut débit

Algérie-Télécom (AT) vient de lancer en travaux, récemment dans la wilaya de Nâama, les chantiers d'installation de 8 stations d'Internet à très haut débit, réparties à travers les communes de Sfisifa, DjenieneBourezg et Moghrar, a-t-on appris, samedi, auprès de cet opérateur public de téléphonie.

A la faveur de la mise en œuvre de cette opération, cette technologie basée sur le raccordement des foyers au réseau de fibre optique, sera ainsi généralisée à travers les 12 communes que compte cette collectivité locale des Hauts-plateaux de l'Ouest, avec un taux de couverture estimée à 89%, a fait observer le directeur de l'unité opérationnelle locale d'AT, AmraniNasreddine. L'objectif escompté à travers cette opération est d'assurer la couverture téléphonique totale (100%) et d'améliorer la qualité des services de l'Internet à très haut débit, a précisé la même source.

Par ailleurs, dans la même optique, la même entreprise a procédé à partir de ce samedi à la mise en service de projets fonctionnant à la technologie "FTTH- Fiber to the home" ou fibre optique jusqu'au domicile, déjà achevés au niveau des communes de Nâama, Mecheria et Aïn Sefra, assurant la connexion à ce réseau, tous modes confondus, à 644 foyers. Ce programme, visant répondre aux impératifs de la téléphonie moderne et au réseau de transmission des données, qui se poursuit jusqu'en 2026, a donné lieu, jusqu'à la fin de l'année en cours dans cette wilaya, à la réalisation de 11.796 répartiteurs, a-t-on fait savoir de même source.

GUELMA

Hammam Debagh poursuit son développement

La commune de Hammam Debagh, dans la wilaya de Guelma, lance sept nouveaux projets de développement d'un montant global de 564,2 millions de dinars. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre du Programme Communal de Développement (PCD) 2024, pour lequel une enveloppe de plus de 800 millions de dinars a été allouée à la municipalité.

Le secrétaire général de l'Assemblée Populaire Communale (APC), Amar Bouche-rit, a déclaré, samedi 31 août : « Nous avons déjà lancé sept projets dans divers quartiers et mechtas. Ces opérations comprennent le renforcement de l'éclairage public dans plusieurs zones, des aménagements urbains, la réalisation d'un jardin public, la mise en place du réseau d'assainissement, l'amélioration de la distribution d'eau potable et la réhabilitation du stade ». Boucherit a souligné que ces pro-

jets ont été choisis après consultation des citoyens lors de rencontres avec les élus locaux. Il a également annoncé qu'un huitième projet est actuellement en cours de validation par le contrôleur financier de la wilaya et sera lancé dès son approbation. Située à une vingtaine de kilomètres de Guelma, Hammam Debagh, chef-lieu de daïra, s'impose comme une destination touristique majeure dans la région. Réputée pour ses stations thermales, ses hôtels étoilés des secteurs public et privé, sa célèbre

cascade et ses vendeurs de grillades et brochettes, la ville accueille chaque année des milliers de visiteurs venus de divers horizons. Au-delà de son attrait touristique, la municipalité poursuit activement son développement local. Elle s'efforce d'améliorer le cadre de vie de ses habitants, en assurant l'alimentation en eau potable, gaz naturel et électricité dans tous les foyers, y compris dans les zones reculées, conciliant ainsi développement touristique et qualité de vie des résidents.

THENIET EL ABED (BATNA)

L'hôpital se dote d'un service de chirurgie

Le service de chirurgie de l'Établissement Public Hospitalier (EPH) de 120 lits, dans la commune de Theniet El Abed, à 70 kilomètres du chef-lieu de wilaya de Batna, a été mis en service le jeudi 29 août, sous la supervision du wali, Mohamed Benmalek. Selon les explications fournies par le Directeur de la Santé et de la Population (DSP), HamdiChakouri, ce service comprend trois blocs opératoires pour différentes interventions,

dotés d'équipements médicaux des plus modernes, notamment en matière de chirurgie laparoscopique. Le chef de l'exécutif local a souligné les efforts déployés pour lever les réserves techniques émises sur certaines parties de l'hôpital de Theniet El Abed, qui a été mis en service en 2018, ainsi que pour accélérer l'équipement et l'ouverture du service de chirurgie afin d'y entamer les interventions dans les plus brefs délais. Il a également souligné qu'avec l'ou-

verture de tous les services de cet hôpital, qui couvre les daïras de ThenietEl Abed, de Menaâ et de Bouzina, soit sept communes, les services de santé sont désormais proches des habitants de ces zones montagneuses, éloignées et au relief difficile. Cet établissement permet également de réduire la pression sur le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Batna et sur l'EPH d'Arris, en particulier en ce qui concerne les interventions chirurgicales.

Benmalek a rappelé les projets dont a bénéficié le secteur de la santé dans la wilaya Batna, notamment le centre de transplantation d'organes en cours d'équipement, ainsi que l'inscription des projets du CHU de 500 lits à Batna et d'un hôpital de 120 lits dans la commune d'Aïn Touta. Des projets qui hissent la wilaya de Batna, déjà leader national en termes de transplantations rénales, au rang de pôle de santé, a conclu le wali.

SAÏDA

Plus de 300 foyers raccordés au réseau de distribution de gaz naturel

Plus de 300 foyers ont été raccordés au réseau de distribution de gaz naturel, dans la commune de Ouled Brahim, dans la wilaya de Saïda, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Lors de sa tournée d'inspection des chantiers de certains projets de développement, jeudi, dans la daïra de Ouled Brahim, le wali de Saïda, AmoumeneMermouri, a supervisé la cérémonie de mise en service du réseau de distribution de cette source d'énergie au profit de plus de 300 familles habitant les lo-

calités de Ouled Ali, OuledBenfreha et El-Bsabiss, relevant de la tutelle administrative de la commune de Ouled Brahim, indique-t-on de même source, ajoutant que la longueur totale du réseau est estimée à 18 kilomètres. Une enveloppe budgétaire de 29 millions de dinars a été allouée à cette opération pilotée par la Société de distribution de l'électricité et du gaz, ont fait savoir les services de la wilaya.

La même source a rappelé que 250 autres familles, habitant la commune de Ouled Kha-

led, ont bénéficié, au courant de la semaine écoulée, de la même opération, faisant observer que la longueur du réseau de distribution de gaz naturel dans cette collectivité locale des Hauts-plateaux de l'Ouest est évaluée à 892 kilomètres, assurant un taux de couverture en cette source d'énergie estimée à 80%. Le nombre de clients enregistrés dans la wilaya est estimé, quant à lui, à 105.050, a précisé la direction locale de la Société de distribution de l'électricité et du gaz.

TIMIMOUN

Attribution d'une dizaine d'ambulances médicalisées aux structures de santé

Une dizaine d'ambulances médicalisées ont été attribuées, samedi à Timimoun, aux structures de santé à travers plusieurs communes, a-t-on appris des services de la wilaya. S'exprimant lors de la cérémonie de remise des décisions d'affectation de ces véhicules, tenue au siège de la wilaya, le chef de l'exécutif local, Souna Benamar, a indiqué que cette opération

qui a nécessité une enveloppe financière estimée à 117 millions de DA, vise à renforcer les capacités d'évacuation sanitaire dans la wilaya, tout en soulignant l'importance de préserver ces acquis. Le même responsable a révélé l'existence d'un programme portant sur l'acquisition de 18 véhicules similaires et des équipements médicaux au profit des structures de la santé de la wilaya,

en vue de renforcer la flotte du transport médical et d'assurer une bonne prise en charge des patients. Les représentants de la société civile ont saisi cette occasion pour saluer cette opération qui permettra, selon eux, de répondre aux attentes des habitants des régions enclavées notamment en matière d'évacuation sanitaire.

MASCARA

Deux ha de forêt et de broussailles détruits par un incendie

Un incendie survenu dans une exploitation agricole privée, située dans la région de Ghraïbia (commune de Aïn Fares), dans la wilaya de Mascara, a détruit deux hectares d'arbres fruitiers et de broussailles, a-t-on appris samedi, des services de la Protection civile. Les sa-

peurs-pompiers, appuyés par les agents de la Conservation des forêts, ont réussi à maîtriser le sinistre, qui s'est produit, dans la nuit de vendredi à samedi, ayant permis de sauver des superficies importantes de vignes et d'oliviers de cette exploitation agricole et à endiguer la propagation des flammes

vers un espace sylvicole mitoyen, a-t-on fait savoir de même source. D'importants moyens humains et matériels ont été déployés pour lutter contre cet incendie, dont les causes sont indéterminées, a indiqué la Protection civile, qui a fait état de la mobilisation de plus de 30 éléments entre sapeurs-pompiers

et forestiers, 4 camions anti-incendie, 3 véhicules tout-terrain, dotés de citernes et une ambulance. Le wali de Mascara, Farid Mohammadi, s'est déplacé, dans la nuit de vendredi, sur les lieux où il s'est enquis du déroulement des actions de lutte contre l'incendie, selon la cellule de communication de la wilaya.

Les banques financent l'élevage industriel au mépris de leurs engagements climatiques

Pour respecter leurs engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, les banques américaines doivent cesser de soutenir financièrement les entreprises qui pratiquent l'élevage industriel.

2^e partie et fin

Par Monique Mikhail (*)

Notre analyse a découvert que les financements accordés par ces trois banques aux entreprises du secteur de la viande, des produits laitiers et de l'alimentation animale ont entraîné l'émission de 24,4 millions de tonnes d'équivalent CO₂. Cela équivaut au carbone libéré par la combustion de 12,3 millions de tonnes de charbon ou par la conduite de 5,4 millions de voitures pendant un an. Le méthane, qui contribue de manière significative au changement climatique avec un potentiel de réchauffement global 80 fois supérieur à celui du CO₂ pour une période de 20 ans, représente une part non négligeable de l'impact des émissions dues au secteur bancaire. Les émissions de méthane comptent pour près de 50 % des émissions financées par les 58 banques américaines et provenant des clients du secteur de la viande et des produits laitiers. Les banques mentionnées dans notre rapport reconnaissent que leurs investissements dans le pétrole et le gaz génèrent du méthane et commencent à remédier aux dégâts. En revanche, elles ne s'attaquent pas au méthane provenant des émissions due au bétail dans le secteur industriel, même si l'impact par dollar est beaucoup plus important.

Le plus grand délinquant du bétail : JBS

Quelques énormes entreprises – Cargill, ADM, Bunge, Nestlé et JBS – figurent parmi les pires contrevenants aux règles climatiques figurant dans la clientèle du secteur agricole des banques. La société brésilienne JBS S.A., la plus grande entreprise mondiale du secteur de la viande, a été soumise à un audit approfondi en raison de son implication dans : « le changement climatique ; la déforestation ; les violations des droits humains ; les violations du droit des animaux et les scandales de corruption ». Les pays importateurs de viande comme les États-Unis exigent des producteurs qu'ils soient sincères quant à l'endroit où ils élèvent leurs animaux. Pourtant, des enquêtes menées au Brésil ont révélé des irrégularités dans l'approvisionnement en bœuf de la société JBS, faisant apparaître des liens avec la déforestation illégale de la forêt amazonienne. En 2023, la commission des finances du Sénat américain a mis en évidence les pratiques de « blanchiment de bétail » de JBS, qui consiste à déplacer le bétail



élevé dans des ranchs « sales » situés dans des zones déboisées vers des ranchs « propres », dissimulant ainsi la destruction de la forêt. JBS a affirmé être sur la bonne voie pour atteindre des émissions nettes nulles d'ici 2040, mais la façon d'y arriver n'est pas claire ; mi-2024, la société n'avait toujours pas publié de plan concret, et la procureure générale de l'État de New York, Letitia James, a intenté un procès à JBS en février 2024 pour avoir menti aux consommateurs quant à son engagement en matière d'émissions nettes nulles. Le passé de JBS, entaché de scandales, a empêché cette entreprise d'entrer à la Bourse de New York, mais elle a annoncé en 2023 qu'elle ferait un nouvel essai. Entre-temps, malgré toutes les controverses, Bank of America et Citigroup continuent d'accorder des prêts à JBS. Or c'est une chose qu'elles ne devraient pas faire : Pour respecter leurs engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, les banques américaines devraient cesser de soutenir JBS.

Des chiffres peu fiables masquent l'impact réel des émissions

Les entreprises du secteur de la viande et des produits laitiers sous déclarent et embrouillent leurs données, ce qui complique l'évaluation par les banques de l'ampleur de l'impact des entreprises sur le climat. Seules 22 % des entreprises étudiées ont divulgué leurs émissions de scope 3, [qui tiennent compte des émissions indirectes, comme la vente ou l'achat de produits ou services

à d'autres entreprises, NdT] qui peuvent représenter plus de 90 % des émissions totales. 56 % n'ont rien déclaré du tout. JBS a exclu de sa catégorie « biens et services achetés » les émissions du scope 3, alors même que l'approvisionnement en bétail et en volaille auprès de plus de 50 000 producteurs représente jusqu'à 97 % de son empreinte climatique. Le secteur de la viande et des produits laitiers plaide de plus en faveur d'une nouvelle méthode de mesure des émissions, le PRP*, qui remplacerait le potentiel de réchauffement planétaire (PRP) actuellement utilisée pour calculer les émissions de gaz à effet de serre. Le système de mesure proposé pourrait permettre aux entreprises de prétendre à la neutralité climatique par le biais de réductions minimales des émissions de méthane, ce qui leur donnerait une meilleure image et rendrait moins efficace les demandes de réductions urgentes des émissions de méthane afin de limiter à court terme l'augmentation des températures, conformément à la trajectoire de 1,5 degré Celsius. Par exemple, une entreprise comme Tyson pourrait parvenir à réduire ses émissions de 30 % d'ici à 2030, selon la norme actuelle GWP100 standard (qui tient compte de l'impact des émissions sur une période de 100 ans). Cependant, la même réduction d'émissions mesurée selon le PRP* pourrait en fait être négative, ce qui laisserait entendre à tort que leur travail d'atténuation du changement climatique est réalisé. Cette mesure climatique faussée peut permettre aux grands pollueurs historiques de méthane, comme Tyson, de ne pas être tenus pour responsables de

leurs émissions continues de méthane, puisqu'elle ne prend pas en compte les émissions antérieures.

Faire face au taureau dans le magasin climatique : Que doivent faire les banques ?

Étant donné que la production industrielle de bétail a des répercussions négatives qui vont bien au-delà des émissions de gaz à effet de serre, les banques doivent reconsidérer la manière dont elles financent les entreprises du secteur de la viande, des produits laitiers et de l'alimentation animale. Les grandes banques peuvent prendre trois mesures majeures pour respecter leurs engagements en matière de climat : Mettre un terme à tout nouveau financement qui permet l'expansion de l'élevage industriel. Exiger de leurs clients qu'ils se fixent des objectifs de réduction des émissions conformes aux trajectoires scientifiques et sanctionner l'absence de progrès. La présentation de rapports d'entreprise sincères et précis serait déjà un bon début. S'attaquer aux dommages sociaux et environnementaux additionnels dus à l'élevage industriel. Diminuer le soutien à l'élevage industriel représente un changement relativement mineur pour les banques : Ces entreprises agricoles ne représentent qu'une infime partie (0,25 %) des portefeuilles des banques. Pourtant, cela entraînerait une immense amélioration quant à l'impact de leurs émissions. En d'autres termes, cette mesure est positive pour la planète et les populations, mais les banques y gagneraient aussi. De plus, les banques doivent agir maintenant avant qu'il ne soit trop tard. Comme l'a déclaré le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, en février 2024, lors du débat du Conseil de sécurité des Nations unies sur le changement climatique et l'insécurité alimentaire : « Il nous faut des investissements majeurs pour une transformation durable vers des systèmes alimentaires sains, équitables et pérennes. Et il faut que les gouvernements, les entreprises et la société travaillent de concert pour faire de ces systèmes une réalité ».

(*) Directrice de campagne du programme de financement de l'agriculture et du climat aux Amis de la Terre
Source : LA Progressive,
Traduit par les lecteurs
du site Les-Crises

POUR MODERNISER LE MÉTRO D'ALEXANDRIE
L'Égypte lève un prêt de 250 millions €

Dans sa phase opérationnelle, le métro d'Alexandrie permettra selon la BERD de transférer une partie du trafic routier vers les rails, d'améliorer la qualité des transports publics et de réduire significativement les émissions de gaz à effet de serre. Le cabinet du président égyptien Abdel-Fattah Al-Sissi a dévoilé un accord de prêt de 250 millions d'euros acté pour moderniser le métro électrique d'Alexandrie, dans le nord du pays. Le prêt obtenu chez la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII) constitue une tranche d'un investissement de 1,5 milliard d'euros, également pourvu par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque européenne d'investissement (BEI) et l'Agence française pour le développement (AFD). Le projet vise à transformer le réseau ferré Abu Qir d'Alexandrie en une ligne de métro électrique sur laquelle seront érigés « un viaduc surélevé de Toson à Al Zahiria (13 stations surélevées et 8 stations à niveau), d'Abu Qir à Toson et de Kafr Abdou aux stations Misr ». L'investissement servira aussi à l'acquisition de véhicules ferroviaires électriques pour remplacer la flotte de type diesel exploitée sur cette ligne, afin de lancer une transition vers l'écocomobilité. Ce projet entre dans le cadre de la politique égyptienne pour son secteur des transports dont le volet chemins de fer intègre plusieurs lignes de TGV, de tramway et de skyway. Une révolution qui vise selon les autorités à rompre avec le passé négatif du transport ferroviaire national, marqué par de fréquents accidents. Le pays planifie aussi la construction d'unités de production locale de matériel ferroviaire pour densifier son parc et devenir un exportateur de trains, de pièces de rechange et d'autres composants ferroviaires.

LA DIASPORA TUNISIENNE

Un acteur clé dans le renforcement de l'économie nationale

Avec des transferts de fonds atteignant 7 milliards de dinars en 2022, la diaspora tunisienne se positionne comme un acteur incontournable pour l'économie du pays, surpassant même des secteurs traditionnels tels que le tourisme.

En plus de fournir une source stable de devises, les Tunisiens résidant à l'étranger investissent dans l'immobilier, les services, et les projets innovants, créant ainsi des emplois et dynamisant les régions marginalisées. L'engagement de la diaspora ne se limite pas à des aspects financiers, mais englobe également un transfert précieux de compétences et d'expertise, contribuant au renforcement de l'économie tunisienne dans un contexte global de défis. La diaspora tunisienne joue un rôle crucial dans l'économie de la Tunisie actuelle, contribuant de manière significative aux revenus en devises et à l'investissement. En 2022, les transferts de fonds de la diaspora ont atteint un montant record de 7 milliards de dinars, couvrant 65 % de la dette extérieure de la Tunisie. Ces transferts ont continué de croître malgré les défis mondiaux, atteignant 1.810 millions de dinars à la fin mars 2024, marquant une augmentation de 4 % par rapport à l'année précédente. Dans ce contexte, BochraJaziri, avocate en droit des affaires, qui accompagne depuis plusieurs années la diaspora tunisienne, tant particuliers qu'entreprises, dans leur implantation en Tunisie, nous a expliqué que

ces fonds représentent une source stable de devises pour le pays, souvent surpassant d'autres secteurs économiques clés comme le tourisme. En plus des transferts financiers, la diaspora contribue également à travers des investissements directs dans divers secteurs, notamment les services et l'immobilier. Les Tunisiens résidant à l'étranger (TRE) sont également des entrepreneurs potentiels, exploitant leurs compétences et réseaux professionnels développés à l'étranger, pour créer des entreprises et des emplois en Tunisie.

De plus, des initiatives comme le projet Mobi-TRE illustrent l'engagement de la diaspora à soutenir le développement régional et à créer des opportunités d'emploi dans les zones marginalisées. Ces efforts montrent que la diaspora tunisienne est non seulement une source de financement, mais aussi un acteur clé dans le renforcement de l'économie nationale et la réduction des inégalités économiques.

La diaspora tunisienne est particulièrement active dans plusieurs secteurs clés, contribuant de manière significative à l'économie tunisienne. Les Tunisiens résidant à l'étranger sont bien connus pour leur investissement

dans l'immobilier, souvent qualifié de «brique», ce qui constitue une partie importante de leurs contributions financières à l'économie tunisienne. Une proportion significative des investissements de la diaspora se dirige vers le secteur des services. En 2021, 14 % des investissements des Tunisiens résidant à l'étranger (TRE) étaient destinés à ce secteur, ce qui en fait l'un des domaines les plus attractifs pour les investissements. De nombreux membres de la diaspora, en particulier ceux possédant des compétences et des réseaux professionnels développés à l'étranger, s'investissent dans l'entrepreneuriat. Ils montent des entreprises, introduisent de nouveaux produits sur le marché tunisien et créent des emplois.

En 2014, par exemple, les TRE employeurs représentaient 28 % des migrants de retour. La diaspora s'engage également dans des projets innovateurs et des initiatives de développement, notamment dans les régions marginalisées de la Tunisie. Le projet Mobi-TRE, par exemple, favorise l'investissement dans des secteurs comme l'agriculture, l'artisanat, et l'agroalimentaire, en ciblant les régions du Nord-Ouest et du Sud-Est de la Tunisie.

LIBYE

Trois champs pétroliers reçoivent l'ordre de reprendre la production

Les champs pétroliers libyens de Sarir, Messla et Nafoura ont reçu l'ordre de reprendre la production, ont déclaré samedi à Reuters les ingénieurs de ces trois champs, après qu'une impasse entre factions politiques rivales a entraîné la fermeture de la plupart des champs pétroliers du pays. L'ordre de reprise a été donné par l'opérateur des champs, l'Arabian Gulf Oil Company, qui n'a pas fourni de raisons, selon les ingénieurs. Une lutte pour le contrôle de la

Banque centrale de Libye (CBL) a déclenché un blocage de la production pétrolière et menace de provoquer la pire crise depuis des années pour le principal exportateur d'énergie, longtemps déchiré entre les factions rivales de l'Est et de l'Ouest. L'impasse a été déclenchée lorsque les factions occidentales ont décidé ce mois-ci d'évincer le gouverneur vétérinaire Sadiq al-Kabir et de le remplacer par un conseil d'administration rival, ce qui a conduit les factions orientales à arrêter toute production

de pétrole. L'administration basée à l'est, qui contrôle les champs pétroliers représentant la quasi-totalité de la production du pays, exige que les autorités occidentales reviennent sur le remplacement du gouverneur de la CBL, un poste clé dans un État où le contrôle des recettes pétrolières est le principal enjeu pour toutes les factions. Plus tôt dans la journée de samedi, le port d'exportation de pétrole libyen de Hariga a cessé de fonctionner en raison d'un approvisionnement insuf-

fisant en brut, suite à l'arrêt quasi-total du champ pétrolier de Sarir, le principal fournisseur du port, ont déclaré les ingénieurs du terminal. Le champ de Sarir produit normalement environ 209 000 barils par jour (bpj). La Libye a pompé environ 1,18 million de bpj en juillet au total. Vendredi, la National Oil Corporation de Libye a déclaré que les récentes fermetures de champs pétroliers avaient entraîné la perte d'environ 63 % de la production totale de pétrole du pays.

MAURITANIE

Atelier de validation du rapport de la revue nationale volontaire des ODD à l'horizon 2024

L'atelier a présenté le processus d'élaboration du rapport et son contenu, qui a révélé les efforts déployés par la Mauritanie pour éradiquer l'extrême pauvreté et améliorer l'accès de la population aux services de base. Dans un discours prononcé à cette occasion, le ministre de l'économie et du développement durable, Abdessalam Mohamed Saleh, a déclaré que l'objectif de l'atelier est de finaliser le rapport d'examen national volontaire 2024 sur les ODD pour la Mauritanie, qui sera soumis au Forum politique de haut niveau sur le développe-

ment durable (HLPF). Dans le cadre de l'élaboration du rapport, l'expertise internationale a été mise à contribution pour appuyer les équipes nationales, outre le lancement d'ateliers consultatifs, qui ont inclus toutes les parties prenantes impliquées dans le domaine du développement, a-t-il ajouté, notant que l'élaboration du rapport a été marquée par un ajout qualitatif, notamment l'élaboration de deux rapports distincts par les autorités décentralisées, pour les régions de Nouakchott et du HodhCharghi. La conclusion préliminaire du projet de

revue préparé par le ministère, en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), révèle l'ampleur du travail accompli par la Mauritanie pour éradiquer l'extrême pauvreté et assurer l'accès aux services de base, tout en adoptant un modèle de gouvernance efficace. L'objectif principal de cette rencontre est de présenter et d'enrichir le rapport de la Mauritanie sur les progrès réalisés en matière d'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD), a indiqué la représentante résidente du système des Nations unies,

Mme N'DiayeFati Charlotte. Elle a ajouté que le rapport a été préparé à l'issue d'un processus participatif large et complet qui a permis de consulter les acteurs gouvernementaux et régionaux, les Nations Unies, la société civile, les partenaires techniques et financiers, à Nouakchott et dans le HodhCharghi. L'ouverture de l'atelier s'est déroulée en présence des ministres de l'éducation nationale et de la réforme du système éducatif, de la santé, et d'un certain nombre de secrétaires généraux des secteurs gouvernementaux concernés.

NIGERIA

La Banque centrale réémet 1,3 milliard \$ de bons du Trésor

Cette réémission constitue une épée à double tranchant pour la CBN. Si elle permet de stabiliser la monnaie et de gérer la liquidité, elle accroît également la charge financière de l'Etat ; un dilemme qui montre bien les défis auxquels le Nigeria est confronté dans sa quête de stabilité économique.

La Banque centrale du Nigeria (CBN) a annoncé son intention de réémettre des bons du Trésor d'une valeur de 2,2 trillions de nairas (environ 1,383 milliard de dollars) au cours du quatrième trimestre 2024. Cette réémission massive, une réponse directe aux défis économiques actuels du pays, vise à gérer la liquidité sur le marché financier tout en stabilisant le naira, la monnaie locale. Face à une inflation galopante, la CBN a opté pour une politique monétaire stricte en augmentant les taux d'intérêt sur les bons du Trésor, qui ont atteint 21,49 % pour les bons à 364 jours au cours du premier semestre 2024 contre environ 15 à 18 % à fin 2023. Cette approche, dont l'objectif est d'absorber l'excès de liquidité, alourdit significativement le coût de la dette publique. La Banque centrale a ainsi déboursé 1,55 trillion de nairas en paiements d'intérêts au cours des six premiers mois de l'année, soit une augmentation spectaculaire de 654,7 % par rapport à l'année précédente. En renouvelant ces bons du Trésor à des taux élevés, la CBN cherche non

seulement à maintenir l'intérêt des investisseurs locaux et étrangers, mais aussi à protéger la monnaie nationale contre les pressions inflationnistes. En août 2024, le taux d'inflation, qui s'élève à 33,4 %, marque une légère baisse par rapport aux mois précédents, mais reste bien au-dessus des objectifs de la CBN. Cependant, ce choix stratégique n'est pas sans risque, car il impose une pression supplémentaire sur les finances publiques déjà fragilisées par des recettes fiscales en baisse et une économie confrontée à de nombreux défis structurels. De plus, les taux d'intérêt réels, calculés en soustrayant le taux d'inflation du taux nominal, restent toujours en territoire négatif. Les bons du Trésor à 364 jours sont de -11,91 %, et le taux directeur de -6,65 %. Cela signifie que les rendements des investisseurs sont érodés par l'inflation, ce qui peut décourager l'épargne et les investissements en naira, et exacerber la fuite des capitaux ainsi que la pression sur la monnaie. Face à l'érosion des rendements en naira due aux taux d'intérêt réels négatifs, le gouvernement nigérian a pris les devants.

Depuis plusieurs semaines, il a lancé un emprunt obligataire en dollars à 9,75 % sur cinq ans, accessible aux Nigériens, aux résidents, ainsi qu'à la diaspora. L'émission obligataire domestique libellée en dollars fait partie d'un programme qui devrait permettre à Abuja de lever jusqu'à 2 milliards de dollars si la demande est au rendez-vous. Pour les autorités fédérales, cet emprunt a été conçu pour attirer les investisseurs locaux et internationaux, notamment ceux qui souhaitent se protéger contre la dépréciation du naira en obtenant des rendements en dollars. Cependant, le Fonds monétaire international (FMI) a récemment exprimé des inquiétudes quant à la stratégie du gouvernement nigérian d'émettre des obligations domestiques libellées en dollars. Le FMI avertit que cette initiative pourrait exacerber les pressions sur le naira et augmenter les coûts associés aux titres libellés en naira. Il a également noté que le plan du gouvernement visant à introduire des titres de change domestiques pourrait fragmenter le marché.

NUCLÉAIRE CIVIL

Accord de coopération entre le Ghana et les Etats-Unis

Le Ghana et d'autres pays africains envisagent de plus en plus la possibilité de recourir à l'énergie nucléaire pour combler les déficits d'approvisionnement en électricité. À l'occasion du sommet américano-africain sur l'énergie nucléaire qui s'est tenu à Nairobi depuis le 27 août, les responsables

américains et ghanéens ont franchi une étape importante dans la coopération nucléaire civile entre les industries nucléaires des deux pays. Cette étape a consisté en la signature d'un accord commercial entre Nuclear Power Ghana (NPG) et RegnumTechnology Group, le développeur américain d'un projet de petit

réacteur modulaire (SMR) utilisant la technologie NuScale Power. Le projet SMR devrait être la pierre angulaire des efforts déployés par le Ghana pour améliorer son infrastructure énergétique et ouvrir la voie aux déploiements de SMR dans la région. Cette initiative aidera le pays à atteindre ses objectifs en matière

d'accès à l'énergie et à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour rappel, le Ghana devrait choisir d'ici décembre 2024 une entreprise pour construire sa première centrale nucléaire et parmi les candidats en lice, on retrouve notamment les américains NuScale Power et RegnumTechnology Group.

CAMEROUN

Une initiative lancée pour renforcer la traçabilité dans le cacao

Au Cameroun, le cacao est l'un des principaux produits agricoles expédiés sur le marché européen. Face à l'approche imminente de l'entrée en vigueur de la loi de l'Union européenne sur la déforestation, les acteurs de la filière s'adaptent. Au Cameroun, le Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC) a procédé le 28 août à la signature de l'Accord de mutualisation des données de géolocalisation des parcelles cacaoyères et caféières. L'annonce a été faite dans un communiqué publié par le ministère du Commerce. Selon les informations relayées par Reuters, cet accord implique 6 acteurs de la filière cacao, dont le Fonds de développement des sous-secteurs du cacao et du café (FODECC) et des

négociants parmi lesquels TelcarCocoa, Ofi Cam, NeoIndustry, Atlantic Cocoa Corporation et Sic-Cacaos. Dans le cadre de ce partenariat, ces opérateurs s'engagent à partager volontairement leurs données de géolocalisation en vue de mettre en place une « Plateforme de mutualisation » qui servira de base de données centralisée offrant une cartographie « précise et dynamique du secteur ». Selon le ministère du Commerce, cette initiative vise à accompagner les efforts mis en œuvre pour rendre la production de la filière camerounaise conforme aux exigences de la réglementation de l'Union européenne relative à l'élimination de la déforestation (EUDR). Ladite réglementation prévue pour entrer en vigueur d'ici fin décembre

2024 à début 2025 interdira l'importation de produits de base liés à la déforestation comme le cacao, le café ou encore l'huile de palme par les pays du bloc. « La Plateforme de mutualisation sera gérée par le CICC. L'objectif est de maintenir l'accès au marché européen pour les petits exportateurs nationaux. Une meilleure traçabilité devrait renforcer la confiance des acheteurs et potentiellement se traduire par des prix plus élevés », peut-on lire dans le communiqué. Pour rappel, environ 78 % des exportations camerounaises de cacao sont destinées au marché européen. Les données compilées par l'Office national du cacao et du café (ONCC), indiquent que le pays d'Afrique centrale a exporté 185 613 tonnes de fèves en 2023.

BURKINA FASO

Le Paydveut couvrir 1 000 zones blanches en trois ans

Le pays a déjà couvert 183 zones blanches en 2022. Cela a nécessité un investissement d'environ 10,5 millions \$ sur la période 2021-2022. Le gouvernement burkinabè veut couvrir 1 000 zones blanches, encore dépourvues des services de téléphonie mobile et d'Internet, au cours des trois prochaines années. L'initiative a été révélée le mardi 27 août par Aminata Zerbo/Sabane, ministre de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques, lors de l'émission « Tribune de redevabilité » sur la chaîne publique Radiodiffusion-Télévision du Burkina (RTB). « Ce sont des zones où les opérateurs n'ont pas d'obligations d'investir. Ces zones ne sont pas inscrites dans leurs cahiers des charges parce qu'elles ne sont pas très rentables. Pour n'exclure personne, le gouvernement prend sur lui d'investir, de construire les infrastructures qu'il faut pour que ces zones aussi soient couvertes et pour que les populations de ces zones-là puissent accéder aux services », a expliqué la ministre. Selon Mme Zerbo/Sabane, le nombre de zones blanches identifiées dans le pays est de 1 700, dont 183 ont été connectées en 2022. Le gouvernement burkinabè a investi 6,2 milliards de francs CFA (10,47 millions \$) à travers le Fonds pour l'accès et le service universels (FASU) à cet effet. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la volonté du gouvernement de généraliser la couverture des services de télécommunications considérés comme un droit pour la population. Selon les chiffres avancés par la ministre, le taux de couverture des services de téléphonie mobile est de 85 %, contre 64 % pour l'Internet 3G et 46 % pour l'Internet 4G. Pour rappel, l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du Burkina Faso (ARCEP) a recensé 27,26 millions d'abonnements à la téléphonie mobile (cartes SIM) au 31 mars 2024 pour un taux de pénétration de 116,45 %. Le parc global des abonnements à l'Internet mobile est de 18,67 millions, soit 79,78 % de la population.

CÔTE D'IVOIRE

Coris Bank finalise le rachat de l'activité de Standard Chartered

Huit mois après l'entame du rachat du segment « retail banking » de Standard Chartered en Côte d'Ivoire, la transaction a été bouclée. Le repreneur Coris Bank renforce sa présence sur le marché bancaire ivoirien au sein duquel il opère depuis 2013. Coris Bank International Cote d'Ivoire a finalisé le 30 août le processus de rachat du portefeuille « retail banking » du groupe britannique Standard Chartered en Côte d'Ivoire. « Cet accord vient renforcer la position de Coris Bank International sur le marché ivoirien. Il élargit et diversifie ainsi sa clientèle et son offre de services bancaires » a indiqué la banque fondée par le burkinabè Idrissa Nassa. Si les détails financiers de la transaction restent à préciser, elle est finalisée 8 mois après l'entame officielle du processus de cession du segment banque de détail de Standard Chartered à Coris. Le groupe financier britannique avait en effet annoncé à la mi-décembre 2023, avoir trouvé un repreneur pour son activité de « Retail banking » en Côte d'Ivoire. L'accord conclu avec le repreneur était suspendu à un ensemble d'approbations réglementaires. A présent que ces approbations ont été obtenues et le rachat bouclé, Coris, qui est présente depuis 2013 dans le secteur bancaire ivoirien, se renforcera sur ce marché ouest-africain via sa nouvelle activité de retail banking. Notons que ce rachat fait suite à l'acquisition en janvier 2024 de la filiale bancaire de Société générale au Tchad par Coris Holding. Le groupe bancaire burkinabè appartenant à Idrissa Nassa est 3ème dans la zone UMOA (Union monétaire ouest-africaine) en termes de parts de marché, avec 8 filiales.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Pas si calme, ce mois d'août !

A première vue, les gains modérés affichés par les indices occidentaux en août sont le signe d'une période relativement calme. En réalité, il y a eu un important drawdown, un terme utilisé par les anglo-saxons pour désigner l'écart entre les plus bas et les plus hauts d'une période.

En Europe, l'indice Stoxx Europe 600 a commencé par chuter de 7% en une semaine au début du mois d'août, avant de reprendre 10% sur la suite du mois. Cette forte volatilité trouve son origine dans un mini-krach au Japon, après la confirmation de la divergence de politique monétaire entre la BOJ et la Fed, et dans les craintes sur un atterrissage brutal de l'économie américaine. Deux angoisses finalement résorbées, qui permettent à l'Europe et aux Etats-Unis d'afficher un bilan boursier positif, après une semaine marquée par les confirmations. Confirmation que la Fed devrait baisser ses taux en septembre et confirmation que l'IA garde un fort pouvoir d'attraction pour les investisseurs, même si Nvidia et Super Micro Computer ont connu une passe difficile.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Tops :
Juventus Football Club +22,37 % : La Juventus Football Club SpA annonce avoir conclu un accord avec le Liverpool FC pour la vente du footballeur Federico Chiesa pour un montant de 12 millions d'euros.Schott Pharma +17,65 % : L'entreprise allemande revoit à la hausse ses prévisions de chiffre d'affaires pour l'année en cours après une forte croissance au troisième trimestre. Les recettes devraient augmenter de 11 à 13%, précédemment prévu une hausse de 9 à 11%.
Best Buy +13,9 % : Le distributeur de produits électroniques s'est envolé de 14 % jeudi après avoir dépassé les attentes sur la première moitié de son année. Les marges se portent bien et les dépenses sont bien maîtrisées. Par conséquent, les perspectives pour l'ensemble de l'exercice ont été revues à la hausse. Le profit par action est désormais attendu entre 6,1 et 6,35 \$ contre 5,75 à 6,20 \$ précédemment. Le titre a aussi profité de l'annonce selon laquelle l'intelligence artificielle devrait stimuler l'innovation "de manière significative" à l'avenir. Les lancements de nouveaux produits Apple pourraient aussi apporter des points de croissance supplémentaires.
OCI +8,91 % : Le producteur néerlandais d'engrais achève la vente de sa participation indirecte dans Iowa Fertilizer Company, opérateur de la grande usine d'engrais azotés. La transaction est évaluée à 3,6 milliards de dollars. Au total, 9,5 milliards de dollars provenant de la cession d'Iowa Fertilizer, Fertigllobe et OCI Clean Ammonia serviront à réduire son endettement et retourner du capital aux actionnaires.
Bunzl +10,14 % : Le distributeur britannique spécialisé dans les produits d'hygiène professionnelle, d'équipements de protection individuelle et d'emballages alimentaires, relève ses prévisions pour l'ensemble de l'exercice et annonce consacrer des fonds supplémentaires pour rémunérer ses actionnaires.

Flop
Flughafen Zürich -3,64 % : Malgré des résultats semestriels conformes avec un bénéfice semestriel record de 151,8 millions de francs suisses, le titre de l'aéroport zurichois recule. Le chiffre d'affaires progresse de 9,4% à 631,1 millions de francs suisses, mais les marges sont affectées par des coûts d'exploitation plus élevés que prévu.
Teleperformance -6,34 % : Le leader mon-

dial de la relation client externalisée annonce une série de changements dans sa gouvernance. Le départ inattendu de Bhupender Singh, co-CEO et successeur présumé de Daniel Julien, soulève des inquiétudes, notamment en ce qui concerne la transformation digitale du groupe.
ID Logistics -8,13 % : Le spécialiste européen de la logistique contractuelle affiche de solides performances, conformes aux attentes, au premier semestre. Le seul bémol de la publication est la contraction du flux de trésorerie disponible, en baisse de 10% à cause de lourds investissements.
TX Group -8,96 % : Le plus grand groupe de média suisse chute après avoir annoncé une réorganisation majeure impliquant la suppression de près de 300 emplois dans les rédactions. Le chiffre d'affaires global reste stable à 461 millions de francs suisses, mais les revenus organiques diminuent de 6,3%. Le groupe prévoit de se concentrer sur les canaux numériques et de restructurer son portefeuille de produits, ce qui entraîne des fermetures d'imprimeries.
Ambu -12,66 % : L'entreprise danoise publie ses résultats trimestriels. L'incertitude sur les volumes de contrats dans l'anesthésie et la surveillance des patients inquiète les investisseurs sur la stabilité future des revenus. L'entreprise ne s'attend pas à des revenus significatifs provenant de l'urétroscope au cours de l'année. Une augmentation des coûts d'exploitation est également prévue pour le troisième et le quatrième trimestre.
Birkenstock -21,5 % : La marque de chaussures a manqué ses prévisions dans un contexte de baisse des dépenses des consommateurs pour des produits coûteux. Le chiffre d'affaires a certes atteint un nouveau record à 565 M€ au troisième trimestre (croissance de 19 %) mais la rentabilité est en difficulté. La marge brute est revenue à 59,5 % contre 61,7 % un an plus tôt. L'entreprise d'origine allemande, aujourd'hui basée à Londres, explique ce repli par l'impact temporaire des mesures prises pour accroître sa production et par une montée en puissance des activités B2B.
Super Micro Computer -28,63 % : La semaine a été mauvaise en deux temps pour l'assembleur de serveurs. Mardi, le fonds activiste Hindenburg Research a déclaré avoir une position vendeuse sur le titre en l'accusant de manipulations comptables. Le fonds a publié un rapport, fruit de trois mois d'enquête. Le lendemain, Super Micro Computer a demandé un délai supplémentaire pour publier son rapport annuel 10-K.

Matières premières

Energie : Les tensions géopolitiques ne faiblissent pas, ce qui a tendance à enrayer la pression baissière sur les prix pétroliers. Les viviers de tensions ne manquent pas : la traversée de la Mer Rouge reste incertaine en raison de la menace des Houthis yéménites, Israël a mené des frappes préventives au Liban, au risque de déclencher une réponse qui se fait attendre de la part de l'Iran et la Russie a frappé des installations énergétiques en Ukraine. Le pétrole reste néanmoins enfermé au sein d'une plage de prix étroite, preuve que les financiers naviguent à vue entre les perspectives de baisse des taux des banques centrales et la dynamique de la demande en pétrole, notamment en Chine. Au niveau des cours, le

cours du brut fait du surplace cette semaine, le Brent et le WTI se négocient respectivement à 79,30 et 75,90 USD.
Métaux : Le compartiment des métaux industriels retient son souffle avant la publication des prochaines données sur le PMI manufacturier chinois, qui sera dévoilé ce week-end. Un vent d'attentisme se fait sentir avec le surplace de l'aluminium (2457 USD), du zinc (2878 USD) et du cuivre (9244 USD) à Londres. La montée du dollar limite également les initiatives acheteuses. Du côté des métaux précieux, la baisse des rendements obligataires constitue une aubaine pour l'or, qui poursuit lentement mais sûrement sa trajectoire haussière à 2525 USD.
Produits agricoles : L'Europe a revu à la baisse son estimation de rendement pour les cultures de maïs et de blé, soit tout le contraire des Etats-Unis, où les perspectives de récoltes sont excellentes. Les prix des céréales à Chicago restent sous pression. Le boisseau de blé s'échange à 547 cents et celui de maïs à 397 cents.

Macroéconomie

L'inflation PCE Core était attendue à +2.7% en rythme annuel sur juillet et elle a été publiée parfaitement en ligne. Cela met évidemment de l'eau au moulin de la Réserve fédérale pour baisser ses taux directeurs dès septembre. Pour autant, les pronostics n'ont que peu évolué concernant l'amplitude de la baisse. D'après l'outil Fedwatch du CME, les opérateurs parient toujours à 70% sur un repli de 25 points de base. Pour la suite, il faudra patienter encore un peu et attendre les prochaines données macroéconomiques. Et si elles ne sont pas satisfaisantes, la Fed pourrait alors être tentée de ne pas baisser aussi rapidement ses taux que ce qu'espère le marché.
Après avoir rebondi de quasiment 10% la

semaine dernière, le bitcoin a pris la direction opposée depuis lundi, et se retrouve en baisse de 7,3% en gravitant autour des 59 500 dollars. Une baisse du cours du crypto-actif qui s'explique, en partie, par sorties nettes de 100 millions de dollars dans les ETF Bitcoin Spot aux États-Unis. La semaine a aussi été marquée par l'arrestation du patron de la plateforme de messagerie Telegram, Pavel Durov, qui est très impliqué dans le secteur des cryptomonnaies, notamment dans la blockchain The Open Network et son jeton TON. Une actualité qui rajoute une couche d'anxiété pour les crypto-investisseurs, alors le secteur est en recherche de catalyseurs positifs depuis plusieurs semaines. Leurs yeux sont désormais tournés vers les ajustements économiques majeurs attendus en septembre, notamment sur les taux, ce qui pourrait profiter aux actifs risqués comme les cryptomonnaies.

Pas si calme, ce mois d'août !

Après les émotions récentes, septembre va démarrer dans le calme, puisqu'au Canada et aux Etats-Unis, les places boursières seront fermées lundi pour la fête du travail. L'attention du marché se focalisera sur les statistiques concernant l'emploi américain, avec la séquence classique de début de mois : enquête JOLTS mercredi, enquête ADP jeudi et données mensuelles sur le marché du travail vendredi. Les investisseurs garderont aussi un œil sur la décision de la Banque du Canada sur ses taux mercredi. Les économistes anticipent une baisse d'un quart de point, de 4,50 à 4,25%. Sur le front des sociétés, les résultats de Broadcom et de Costco animeront la cote américaine, tandis que l'Europe attend Partners Group, Swiss Life et BioMérieux. Belle fin de mois d'août à toutes et à tous.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 29 Août 2024 Valeur : 02 Septembre 2024				
BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR 	133.8889	133.9039
1	EUR	EURO 	148.4560	148.4860
1	GBP	POUND STERLING 	176.6811	176.7242
100	JPY	JAPANESE YEN 	92.5926	92.6094
1	CNY	CHINESE YUAN 	18.8242	18.8268
1	CHF	SWISS FRANC 	158.4859	158.5224
1	CAD	CANADIAN DOLLAR 	99.4126	99.4311
1	DKK	DANISH KRONE 	19.9041	19.9078
1	SEK	SWEDISH KRONA 	13.1107	13.1143
1	NOK	NORWEGIAN KRONE 	12.7397	12.7446
1	AED	UAE DIRHAM 	36.4502	36.4602
1	SAR	SAUDI RIYAL 	35.6780	35.6858
1	KWD	KUWAITI DINAR 	438.4050	438.7415
1	TND	TUNISIAN DINAR 	43.7491	44.1888
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM 	13.8647	13.8663
1	LYD	LIBYAN DINAR 	27.3522	27.4923
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA 	3.3718	3.3823
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	180.5158	180.5158

CHINE

Un quart de l'énergie est renouvelable

Pékin reste le premier émetteur, mais il a installé plus que de capacités solaires et éoliennes que le reste du monde l'année passée.

La Chine passe dans le vert. La part des "énergies propres" dans la consommation totale d'énergie en Chine est passée au cours de la dernière décennie de 15,5% à 26,4%, indique un document publié jeudi par le gouvernement chinois. Le pays reste de par sa population (1,4 milliard d'habitants) et ses industries, le premier émetteur de gaz à effet de serre mondial. La Chine s'est engagée à stabiliser ou faire décroître ses émissions d'ici à 2030, puis à atteindre la neutralité carbone d'ici 2060. Elle développe ainsi fortement ses capacités dans les renouvelables. Dans le même temps, la capacité éolienne et solaire a été multipliée par dix, selon ce livre blanc dont l'agence de presse Chine nouvelle publie les principaux points.



La Chine construit actuellement pour 180 gigawatts (GW) d'énergie solaire et 159 GW d'énergie éolienne supplémentaires, selon une étude de l'organisme américain Global Energy Monitor (GEM).

Plus de constructions que le reste du monde

D'après l'organisme, ce total de 339 GW "représente 64% de l'énergie solaire et éo-

lienne" qui est "actuellement en construction" sur la planète, soit près du double du reste du monde combiné. La Chine est suivie par les États-Unis (40 GW), le Brésil (13 GW), le Royaume-Uni (10 GW) et l'Espagne (9 GW), selon le GEM, organisation qui répertorie les projets liés aux combustibles fossiles et aux énergies renouvelables dans le monde. La Chine s'appuie encore toutefois grandement sur ses centrales au charbon, énergie fossile très polluante, pour répondre à la demande d'électricité en hausse. Elle peine également à acheminer une partie de l'énergie renouvelable, celle produite dans les régions éloignées, vers les centres économiques et densément peuplés de l'est.

CANADA

Ottawa impose une surtaxe de 100% sur les véhicules électriques chinois

Le Canada rejoint les États-Unis qui ont appliqué une surtaxe similaire en mai. L'Europe vient elle d'imposer des taxes allant de 15 à 35%. Le gouvernement canadien a annoncé lundi que le pays allait imposer une surtaxe de 100% dès le 1er octobre sur les importations de véhicules électriques chinois, accusant Pékin de "concurrence déloyale". Une annonce qui fait suite à celle identique des États-Unis annoncée en mai et à celle de l'Union européenne (UE) qui a imposé des ta-

rifs douaniers allant jusqu'à 38% en juillet. "La Chine ne respecte pas les mêmes règles que les autres pays", a affirmé le Premier ministre Justin Trudeau lors d'une conférence de presse. Ottawa imposera également une surtaxe de 25% sur les importations chinoises d'acier et d'aluminium à compter du 15 octobre. Face aux "défi" que posent les producteurs chinois "qui bénéficient de politiques et de pratiques déloyales et contraires au marché", le Canada agit ainsi "de concert avec d'autres économies dans le

monde", a poursuivi le Premier ministre.

La Chine avait saisi l'OMC

Cette nouvelle passe d'armes s'inscrit dans les tensions commerciales grandissantes entre les Occidentaux et la Chine, également accusée de détruire la concurrence dans d'autres secteurs: éoliennes, panneaux solaires, batteries... La surtaxe canadienne visera les automobiles, les camions, les autobus ainsi que les camionnettes de livraison électriques et

certains modèles hybrides "Nous devons défendre les emplois et les intérêts canadiens", a insisté Justin Trudeau. Le Canada déploie depuis quelques années des efforts considérables pour attirer les acteurs du secteur des véhicules électriques, vantant ses incitations fiscales, son énergie propre et ses importantes ressources en terres rares. La Chine a récemment saisi l'Organisation mondiale du commerce (OMC), après la décision en juillet de l'Union européenne (UE) d'imposer des surtaxes.

"UN TROU NOIR ÉCONOMIQUE"

Le premier ministre britannique KeirStarmer anticipe un «budget douloureux»

Le Labour a mené campagne en insistant sur son recentrage économique et en promettant une gestion rigoureuse des dépenses publiques. Ce réajustement sera "douloureux", promet KeirStarmer. Le premier budget du gouvernement travailliste au Royaume-Uni, qui sera présenté fin octobre, promet d'être "douloureux", a prévenu mardi le Premier ministre KeirStarmer, qui a dénoncé le "trou noir économique" laissé par les conservateurs. "Je vais être honnête avec vous: le budget qui arrive en octobre sera douloureux", a admis le chef du gouvernement, largement élu début juillet après

14 ans de pouvoir conservateur, lors d'un discours dans les jardins de Downing Street en amont de la rentrée parlementaire. "Nous n'avons pas le choix vu la situation dans laquelle nous sommes: ceux qui ont les épaules les plus solides devront porter le plus lourd fardeau", a-t-il souligné, esquissant des réductions des dépenses publiques ou des augmentations de certains impôts le 30 octobre. Le Labour a mené campagne en insistant sur son recentrage économique et en promettant une gestion rigoureuse des dépenses publiques, imposant des choix drastiques. Mais le gouvernement prévient désormais qu'il devra aller encore plus loin que prévu

depuis que la ministre des Finances Rachel Reeves a accusé en juillet les conservateurs d'avoir "masqué" un trou budgétaire de 22 milliards de livres (soit environ 26 milliards d'euros). "La situation est pire que ce que nous avons jamais imaginé", a abondé mardi KeirStarmer, affirmant que l'Office for Budget Responsibility (OBR, équivalent de la Cour des comptes française) "n'était pas au courant". "Nous avons hérité d'un trou noir, aussi bien dans l'économie que sur les sujets de société", a-t-il poursuivi, en référence aux émeutes qui ont secoué des dizaines de villes d'Angleterre et d'Irlande du Nord début août.

FACE À L'AFFLUX MASSIF DE TOURISTES

Le Japon craint une pénurie de pilotes d'avion

Le Japon est clairement une des destinations phares de l'année 2024. Au premier semestre, le pays du Soleil levant a enregistré un nombre record de 17,78 millions de touristes étrangers, attirés par la faiblesse du yen qui rend les séjours plus bien plus abordables. Pour autant, cette croissance risque de se heurter à une limite physique: celle du nombre de pilotes de ligne disponibles au sein des compagnies aériennes du pays comme All Nippon Airways (ANA) ou Japan Airways (JAL). Selon Bloomberg, le Japon compte actuellement environ 7.100 pilotes et le gouvernement prévoit qu'il en faudra 1.000 supplémentaires d'ici 2030 pour atteindre son objectif d'attirer quelque 60 millions de touristes la même année. D'autant plus que de nombreux commandants de bord, actuellement âgés d'une cinquantaine d'années, devraient prendre leur retraite d'ici 2030.

Très peu de pilotes étrangers au Japon

Une des solutions mises en avant: recruter plus de pilotes étrangers, ce qui n'est pas dans les habitudes des opérateurs nationaux, rien que pour une question de langue. Il s'agirait par exemple de faciliter la conversion des licences de pilotes étrangers en licences japonaises à un rythme plus rapide et moins cher. "Les grandes compagnies aériennes devront revoir leurs processus opérationnels internes pour accueillir les pilotes qui ne parlent pas japonais", a déclaré Nobuhito Abe, associé et responsable de l'aérospatiale et de l'industrie chez Kearney pour l'Asie-Pacifique. Les transporteurs japonais ont toujours "des processus internes très nationaux", dit-il à Bloomberg. Il y a aussi la question des salaires, inférieurs au Japon. En moyenne, les commandants de bord de Japan Airlines et d'All Nippon Airways perçoivent 25 millions de yens par an (172.900 dollars) contre 453.000 dollars pour un pilote ayant 12 ans d'expérience de vol chez Delta Air Lines ou 480.000 dollars chez American Airlines.

FRANCE

Les immatriculations de voitures neuves en baisse de 24,32% en août-PFA

Les immatriculations de voitures neuves en France ont diminué en août de 24,32% en rythme annuel, selon les données communiquées dimanche par la Plateforme automobile (PFA). Il s'est immatriculé 85.977 véhicules particuliers dans l'Hexagone le mois dernier, a rapporté la PFA. Août a compté 21 jours ouvrables cette année, contre 22 l'an dernier. Sur les huit premiers mois de l'année, le marché a enregistré une baisse de 0,48% sur un an, avec 1.126.901 immatriculations. Les immatriculations de voitures neuves du groupe Stellantis, qui regroupe notamment les marques Peugeot, Citroën, DS et Opel, ont reculé le mois dernier de 31,70% par rapport à un an plus tôt. Le groupe Renault (marques Renault, Dacia et Alpine) a vu quant à lui ses immatriculations en France diminuer de 22,47% en rythme annuel en août.

La Dacia Logan renaît de ses cendres



La fin août n'est pas seulement placée sous le signe des cartables neufs, mais aussi du retour d'une tendance : celle des voitures à coffre, avec l'Audi A3 berline, et une Dacia Logan que l'on avait oubliée, et qui revient au travers d'une importation parallèle. Mais à la rentrée, il faut aussi, parfois, songer, à la première voiture des étudiants, et à tous les changements que vont affronter les automobilistes après les vacances.

L'A3 a du coffre

Statutaire ou ringarde, chacun jugera, mais le marché l'a décidé : la berline à coffre est une espèce en voie de disparition. Alors, Alexandre Bataille, en sauveteur de l'éco système automobile a pris le volant d'une A3 berline en version 1.0 TFSi de 116 ch récemment restylée. Et il a été séduit, par sa ligne, ses qualités routières comme la taille de son coffre évidemment. C'est dans les vieux pots qu'on fabrique les bonnes autos.

La Dacia Logan aussi

Le revival de la berline continue, mais de manière plus indirecte avec ce retour de la Dacia Logan que nous raconte Cédric Pinatel. L'auto, dont la dernière génération n'est pas officiellement disponible en France n'est pas disponible, est pourtant importée de manière parallèle. Verdict ? Un choix qui peut s'avérer convaincant pour celui qui juge la Sandero trop petite et le Jogger trop grand.

AVEC CES NOUVELLES PIÈCES

Le nouveau BMW X3 franchit encore un cap

Le nouveau BMW X3 n'échappe pas à la règle en vigueur chez BMW : à toute nouvelle arrivée son application M Performance Parts. Et ce X3 modifié est particulièrement outrageux.



Du porte-clés "M" aux jantes en passant par les inserts intérieurs et les pièces en matériau composite, tout y passe. Le catalogue M Performance de BMW est désormais bien garni et couvre quasiment l'ensemble des modèles commercialisés. D'ailleurs, si vous êtes intéressés par la modification de votre véhicule ou d'un objet dérivé, sachez que BMW offre 20 % de remise sur les jantes et les accessoires en ce moment. Et puisque les pièces M Performance peuvent désormais s'appliquer à toutes les BMW ou presque, les SUV y passent aussi. Le nouveau X3 n'échappe pas à la transformation esthétique qui, dans son intégralité, transfigure un SUV pourtant assez sage dans sa configuration d'origine. Ce que vous avez sous les yeux est en effet la conversion complète du dernier X3 avec ses pièces M Performance.

Le spoiler, il fallait oser

Il faut savoir qu'une transformation intégrale peut coûter une petite fortune. Un simple insert en fibre de carbone pour la planche de bord (une pièce qui n'est donc pas soumise à d'importantes contraintes physiques) vous reviendra à près de 1000 €. Un volant spécifique en Alcantara vous coûtera autour des 1200 €, des coques de rétroviseurs en carbone autour des 900 €, et vous pourrez rajouter plus de 2500 € pour le pack complet avec les ailerons d'ailes arrière et le diffuseur en matériau composite. La petite coquetterie des bouchons de valve spéciaux M Performance ne vous coûtera en revanche qu'une grosse vingtaine d'euros l'unité.

Evidemment, ce qui interpelle sur ce X3 est ce drôle de spoiler de hayon peut courir sur des SUV familiaux.



Diffuseur arrière, doubles sorties d'échappement, jantes 22 pouces (!). BMW a tout de même retenu une version M50 à six cylindres en ligne pour illustrer son catalogue de pièces, mais contrairement à ce que pourrait laisser entendre cette plastique tout en muscle, il ne s'agit pas d'un X3 M ! Pour l'heure, les tarifs des pièces M Performance sur ce nouveau X3 ne sont pas encore connus en France mais il ne devrait pas tarder à faire son apparition dans ce catalogue forcément très rentable pour BMW.



FACE AUX GAINS DE L'IA

Les développeurs doutent toujours

Les développeurs restent circonspects quant aux gains de productivité réels amenés par l'IA dans leur quotidien. Mais s'ils restent optimistes pour l'avenir.

L'IA générative est, aux yeux des responsables d'équipes applicatives, le meilleur moyen d'accroître la productivité et la satisfaction des développeurs. Sauf que ces derniers en sont beaucoup moins convaincus que leurs supérieurs. Selon une double étude conduite par l'éditeur Atlassian, auprès de 1250 responsables d'équipe d'ingénierie et de 900 développeurs dans 4 pays (Etats-Unis, Allemagne, France et Australie), la perception du potentiel de la technologie reste assez différente entre ces deux populations.

Ainsi, 37% des responsables d'équipes voient les automatisations apportées par l'IA comme un levier d'amélioration de la productivité des développeurs, un item qui arrive en tête sur ce critère à égalité avec la fourniture de nouveaux outils collaboratifs. Au-delà de l'édition de code proprement dite, l'IA générative affiche un potentiel intéressant d'automatisation d'autres tâches : écriture de documentation, de scénarios de tests, traduction d'exigences fonctionnelles, etc. Sauf que les développeurs n'en sont que moyennement convaincus. 30% d'entre eux ne décèlent aucun gain de productivité dans cette technologie, et ils sont 32% à n'y voir qu'un apport léger. Le solde se partage entre 22% qui estiment les gains de productivité modérés et 16% de développeurs plus enthousiastes.

8 heures par semaine perdues pour deux développeurs sur trois

Notons toutefois que les développeurs se montrent bien plus optimistes quand on leur demande de se projeter à deux ans. Ils sont alors 35% à estimer que les gains de productivité de la technologie seront modérés, et 20% à évaluer qu'ils seront importants. A cette échéance, la part des sceptiques descend à moins de quatre dé-



veloppeurs sur dix (27% estimant que les gains seront modérés et 12% qu'ils seront nuls). « Mais c'est encore moins que les responsables d'équipes qui tous estiment que l'IA améliorera la posture du développeur à cette échéance », notent les auteurs de l'étude.

Pour ces derniers, la technologie a le potentiel pour améliorer l'expérience quotidienne des développeurs, « mais elle ne peut pas résoudre tous les problèmes des équipes. »

D'où la nécessité pour les responsables de se focaliser sur les difficultés rencontrées au quotidien, afin de les traiter avec les bons outils et les bons changements cul-

turels. Et, en la matière, beaucoup reste à faire : l'étude d'Atlassian estime que 69% des développeurs perdent au minimum 8 heures par semaine du fait des manques d'efficacité de leurs outils ou de leur organisation. Et seulement 44% de ces mêmes professionnels pensent que leurs responsables sont au courant de ces problèmes.

« Recruter les meilleurs talents pour les voir bloqués par des obstacles organisationnels est inutile et coûteux. Pour une entreprise de 500 développeurs, la perte de 8 heures par semaine représente un coût d'environ 6,9 M\$ par an (soit 6,2 M€) », soulignent les auteurs de l'étude.

UNE AVANCÉE SPECTACULAIRE

Des chercheurs stockent l'équivalent de 1 000 ordinateurs dans un simple brin d'ADN pour l'éternité !

Des chercheurs viennent de mettre au point un système de stockage de données basé sur l'ADN, capable de réécrire les données et effectuer des calculs basiques. Le système serait beaucoup plus compact qu'un disque dur électronique, et permettrait de conserver les données pendant des milliers d'années.

En plus de l'informatique classique et l'informatique quantique, une autre voie de recherche est l'informatique moléculaire. Cette dernière se présente sous différentes formes, dont l'ordinateur à ADN qui vient de connaître une nouvelle avancée grâce à

des chercheurs de l'université d'État de Caroline du Nord aux États-Unis.

Dans un article publié dans la revue Nature Nanotechnology, les chercheurs présentent un système qui permet à la fois de stocker et de traiter de l'information en utilisant de l'ADN. Il se base sur des polymères contenant des structures baptisés dendricolloïdes, qui commencent à l'échelle microscopique qui se ramifient pour créer un réseau de fibres nanoscopiques. Cela crée une grande surface sur laquelle il est possible de déposer de l'ADN. Le système est très compact, et permettrait de stocker « les données d'un

millier d'ordinateurs portables dans un stockage à base d'ADN de la taille de la gomme au bout d'un crayon à papier », selon Albert Keung, l'un des auteurs de l'article.

Des données conservées pendant des millénaires

Les chercheurs ont réussi ensuite à lire les données stockées dans l'ADN sans l'endommager en utilisant le séquençage par nanopores. « Nous pouvons également effacer des morceaux ciblés d'ADN et les réécrire sur la même surface, comme on efface et réécrit des informations stockées sur un disque

dur. Cela nous permet essentiellement de réaliser toute la gamme des fonctions de stockage de données et de calcul en utilisant l'ADN » a indiqué Kevin Lin, un autre des auteurs de l'article. Les chercheurs comparent ce système à des microcircuits et expliquent qu'il peut même réaliser des fonctions de calcul en utilisant des enzymes. Il est notamment capable de résoudre des problèmes basiques d'échecs et de sudoku. De plus, ce matériau aide à conserver l'ADN. Selon les chercheurs, il permettrait de conserver les données pendant plusieurs milliers d'années.

L'arrestation de Pavel Durov en France a fait réfléchir Elon Musk sur ses déplacements

Elon Musk affirme ne plus être très sûr de certains pays. Après l'affaire Pavel Durov, le patron de X.com pense qu'il devrait faire plus attention à ses voyages.

L'interpellation de Pavel Durov par les autorités françaises il y a une semaine a ébranlé bon nombre de grandes figures de la tech. Parmi elles, la voix d'Elon Musk a particulièrement porté, le milliardaire américain affichant une idéologie libertarienne assez similaire à celle de Pavel Durov, ce qui l'entraîne assez souvent dans des disputes avec les autorités politiques et judiciaires sur la question de la modération des contenus.

Et les quelque 80 heures de garde à vue de son homologue russe semblent l'avoir amené à réfléchir sur son avenir !

Elon Musk pourrait à l'avenir limiter ses mouvements

Elon Musk a l'air assez ébranlé par les soucis judiciaires que vit actuellement Pavel Durov. Et ce au point de re-penser la manière dont il devrait voyager à l'avenir. C'est en tout cas ce qu'il vient d'expliquer sur son réseau social. En réponse à une internautes l'interpellant sur cette question, il a ainsi affirmé : « il serait probablement sage que je limite mes déplacements aux pays où la liberté d'expression est protégée par la constitution. »

Le patron de X au cœur de nombreuses polémiques

Elon Musk avait déjà critiqué plusieurs fois le rapport des autorités européennes à la liberté d'expression, que ce soit lors de ses passes d'armes avec Thierry Breton, ou bien encore dernièrement au moment des émeutes en Angleterre. Pour l'homme d'affaires, l'époque serait à une restriction toujours plus grande de la liberté d'expression, notamment dans les démocraties libérales. Un pessimisme qu'il a illustré une fois encore lorsque Pavel Durov avait été arrêté, pronostiquant un peu sardonique un avenir sombre : « nous sommes en 2030 en Europe et vous êtes exécuté pour avoir aimé un même. » À noter qu'il n'est pas le seul acteur de la tech à avoir exprimé une crainte d'incarcération de la part des autorités. Après l'interpellation de Pavel Durov, le patron de Rumble, le Canadien Chris Pavlovski, qui avait déjà bloqué sa plateforme en France par désaccord sur des mesures de blocage de chaînes russes, avait indiqué quitter l'Europe afin de ne pas risquer une éventuelle arrestation.

Mots fléchés

Écoles	↓	Hirondelles de mer	↓	Chanteur de Police	↓	Travail force	↓	Département français	↓	Considé-ration	↓	Grenelai	↓
Profes-seurs des écoles	→	Canal entre la mer rouge et Méditerranée	→		→	Liaisons intimes	→		→	Se bidonner	→	Édifices religieux	→
	→		↓				↓				↓		
Auteur du juif errant	→			Fille de Cadmos	→			Billot d'acier sur les quais	→				
Retrancher	→							Astucieuses	→				
	→			Nickel	→			Éthéré	→				
	→							Arturo de Bertold Brecht	→				
Personnage crée par Goscinny et Tabary	→								↓	Prénom féminin	→		
Puis	→									Rivière suisse	→		
	→										↓		
	→	Radieuse		Île italienne	→	Instrument de musique marocain	→				Panicule	→	
Républiques socia-listes	→		↓		↓			Groupe terro-riste en Algérie	→			En ce lieu	↓
Fin de messe	→					Pluriel de leu	→						Impression
	→			Aluminium	→		↓	Titre d'honneur chez les anglais	→		Près de	↓	
	→										Sciences du blason	→	
Département français	→												
Style musical	→							Personne en surpoids	→	Conjoncture		Femelle du lapin de garenne	→
	→											Sage	→
	→			Circons-cription ecclé-siastique	→								
	→											Père de Thésée	→
Sur une plaque des Pays-Bas	→											Lettre grecque	→
Alcaloïdes	→			Sillon anatomi-que	→	Tablèrent	→						
	→					Percée	→						
	→												
	→									Présen-tateur de la télévision française	→		
	→									Atome	→		
Rappliquée	→	Pataugés	→					Commune de la Haute-Vienne	→				Dit quand l'enfant a faim
	→	Résiliant	→										
	→		↓					Boursou-flure	→				
	→							Tranchées	→				
Contestée	→												
Cycles	→					Béryllium	→	Petite route	→		Dénué d'intel-ligence		Indium
	→												
	→			Elle a sa baie des anges	→	Céréale	→			Occupation illégale	→		
	→					Longue période	→						
Lichen	→							Ruminant d'Afrique	→			Belle fleur	
Trans-parent	→							Déambule	→				Anneau de cordage
	→												
	→					Devant Paso au Texas	→			Aboutis-sement	→		
	→					Pronom personnel	→			Sélénium	→		
Aïeux	→												
Pilier	→										Crépus-cule	→	
	→										Scandium	→	
	→												
	→					Commen-cements	→					Il peut être d'entrée	→
Equerre	→			Elles jacassent	→								
	→									Pour faire son beurre	→		

EN RAISON D'UN PROBLÈME DE SOUPAPE DE MOTEUR
Ford va rappeler 90 736 véhicules

Ford va rappeler 90 736 véhicules car les soupapes d'admission du moteur des véhicules peuvent se briser pendant la conduite, a déclaré samedi la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). Le rappel concerne certains véhicules Bronco, F-150, Edge, Explorer, Lincoln Nautilus et Lincoln Aviator 2021-2022 équipés d'un moteur Nano EcoBoost de 2,7 L ou 3,0 L, a déclaré la NHTSA. Dans le cadre de la mesure corrective, les concessionnaires effectueront un test de cycle du moteur et remplaceront le moteur si nécessaire, gratuitement, a déclaré le régulateur.



TIMIMOUN

Attribution d'une dizaine d'ambulances médicalisées aux structures de santé

Une dizaine d'ambulances médicalisées ont été attribuées, samedi à Timimoun, aux structures de santé à travers plusieurs communes, a-t-on appris des services de la wilaya. S'exprimant lors de la cérémonie de remise des décisions d'affectation de ces véhicules, tenue au siège de la wilaya, le chef de l'exécutif local, Souna Benamar, a indiqué que cette opération qui a nécessité une enveloppe financière estimée à 117 millions de DA, vise à renforcer les capacités d'évacuation sanitaire dans la wilaya, tout en soulignant l'importance de préserver ces acquis. Le même responsable a révélé l'existence d'un programme portant sur l'acquisition de 18 véhicules similaires et des équipements médicaux au profit des structures de la santé de la wilaya, en vue de renforcer la flotte du transport médical et d'assurer une bonne prise en charge des patients. Les représentants de la société civile ont saisi cette occasion pour saluer cette opération qui permettra, selon eux, de répondre aux attentes des habitants des régions enclavées notamment en matière d'évacuation sanitaire.

AGRICULTURE SAHARIENNE

300.000 ha de terres consacrés aux cultures oléagineuses

Par Sirine R

Plus de 300.000 hectares de terres destinées à la mise en valeur dans les wilayas du sud, ont été dédiées aux cultures oléagineuses, a annoncé le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa. La réservation d'une telle superficie pour les oléagineuses témoigne sur la volonté de l'Etat pour la production d'une huile de table 100% algérienne, avec la possibilité de s'orienter vers l'exportation à l'avenir. En effet, ce plan prévoit la mise en valeur de plus d'un (1) million de terres dans les wilayas du sud à l'horizon 2028, dont 500.000 hectares destinés à la production des céréales et de l'orge, 220.000 hectares au maïs, et 20.000 hectares aux légumineuses, a précisé le ministre lors de son intervention à l'ouverture des rencontres nationales avec les investisseurs bénéficiaires de terres agricoles dans le cadre du droit de concession, auprès de l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS). Ce plan devrait contribuer à «la réalisation

de la sécurité alimentaire et à la réduction de la facture d'importation et permettra de constituer un stock stratégique pour faire face aux crises et aux perturbations climatiques», a-t-il indiqué, affirmant qu'il s'agit d'un «investissement important», en matière de production, de transformation et de stockage. Par ailleurs, le ministre a indiqué que «2025 sera la dernière année où l'Algérie importera le blé dur», appelant les investisseurs bénéficiaires de terres agricoles à les exploiter afin de réaliser l'objectif de l'autosuffisance en matière de blé, d'autant que la production nationale couvre actuellement 80% de la demande locale. Depuis la création de l'ODAS en 2020, plus de 54 périmètres ont été créés pour la mise en valeur des terres à travers les wilayas du sud, soit près de 460 000 ha, selon les chiffres fournis par le ministre. Parmi ces périmètres, 264 000 ha (terres de 250 à 1000 ha de superficie) ont été distribués au profit de

431 exploitants, dont 286 exploitants réellement installés, a indiqué Cherfa, citant la mise en valeur de 16 000 ha, en plus des 6680 hectares cultivés de la superficie exploitable de ces terres estimées actuellement à 96 000 ha. Les rencontres nationales avec les investisseurs bénéficiaires de terres agricoles dans le cadre du droit de concession auprès de l'Office, dureront trois jours au cours desquels le ministre se réunira avec 431 exploitants agricoles issus de 9 wilayas du sud, pour écouter leurs préoccupations, notamment celles liées à l'électricité agricole, aux réseaux de communication et à l'ouverture des voies. Les investisseurs ont appelé lors de la réunion à la consécration d'un corridor vert au niveau des ports au matériel agricole importé destiné à la réalisation des projets de mise en valeur des terres dans les wilayas du sud. Le ministre a affirmé la prise en charge de toutes les préoccupations soulevées qui seront transmises aux secteurs concernés.

POUR ATTEINDRE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
Un expert appelle à la mécanisation de l'agriculture africaine

La mécanisation de l'agriculture africaine est la clé pour lutter contre la faim et la malnutrition endémiques sur le continent, a considéré un expert dans la capitale kenyane Nairobi. Cheng Cheng, responsable des partenariats asiatiques à l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) basée au Kenya, une organisation qui cherche à catalyser la transformation agricole au niveau du contenu, a indiqué que la mécanisation et la numérisation de la production agricole pourraient avoir un effet important sur la production alimentaire en Afrique, et donc résoudre l'insécurité alimentaire pérenne. «Les systèmes agricoles africains sont les moins mécanisés

de tous les continents, alors que la demande de nourriture est énorme en raison de l'augmentation de la population sur le continent», a fait remarquer M. Cheng à Xinhua lors d'une récente interview à Nairobi, avant le Forum sur les systèmes alimentaires en Afrique (AFS) prévu à Kigali (Rwanda) du 2 au 6 septembre. Selon M. Cheng, pour que le continent aille de l'avant, il est nécessaire de travailler avec les partenaires du développement et les entreprises privées pour investir dans la redécouverte de la mécanisation et de la numérisation sur le continent. Le rôle de l'AGRA est de forger des partenariats et d'adopter ce qui peut aider l'Afrique à améliorer sa pro-

ductivité alimentaire avec des pays asiatiques, a fait remarquer M. Cheng. Il a ajouté que l'organisme continental encourageait les partenariats stratégiques pour relever les défis du système agroalimentaire en tirant parti de l'expertise de la Chine en matière de modernisation agricole. Le lancement de la plateforme de partage des connaissances Chine-Afrique par l'Academy of Global Food Economics and Policy en est un exemple. L'Afrique a la possibilité d'explorer et de consolider des partenariats afin de garantir que les systèmes alimentaires du continent soient non seulement robustes, mais aussi compétitifs au niveau mondial, a-t-il souligné.

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES

L'entité Sioniste continue d'entraver l'accès aux structures de santé à Jénine

L'ampleur et l'intensité de l'incursion des forces d'occupation sioniste pour le cinquième jour consécutif à Jénine sont "extrêmement alarmantes", car continuant d'entraver l'accès aux établissements de santé et de bloquer, voire de prendre pour cible, les ambulances, retardant ainsi l'accès des personnes aux soins, a déclaré Médecins Sans Frontières (MSF). Dans l'hôpital gouvernemental de Jénine, soutenu

par MSF et assiégé par les forces d'occupation sioniste depuis le début de l'incursion, l'approvisionnement en eau et en électricité a été compromis et le personnel médical a été contraint de suspendre les opérations de dialyse, une procédure essentielle dans le traitement de l'insuffisance rénale, a indiqué l'organisation internationale dans une brève déclaration publiée sur la plateforme X dimanche. A Tul-karem, après le retrait des

forces d'occupation sioniste, "nos équipes ont été témoins de la destruction des camps et ont entendu des récits inquiétants d'un volontaire formé par MSF qui a été battu et interrogé". L'entité Sioniste doit respecter ses obligations en Cisjordanie occupée, y compris l'accès aux soins médicaux, et les hôpitaux, les ambulances et les missions médicales humanitaires doivent être respectés et protégés, a mis en garde l'ONG.

COUVERTURE MÉDIATIQUE DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Laagab préside une séance de travail pour l'évaluation des préparatifs

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Laagab, a présidé samedi à Alger, une séance de travail consacrée à l'évaluation des derniers préparatifs de la prise en charge des journalistes concernés par la couverture de l'élection présidentielle du 7 septembre prochain, a indiqué un communiqué du ministère. "Dans le cadre des préparatifs de l'élection présidentielle prévue le 7 septembre 2024, le ministre de la communication, Dr. Mohamed Laagab, a présidé le 31 août 2024, au Centre international de Presse (CIP), une séance de travail, consacrée à l'évaluation des derniers préparatifs de la prise en charge des journalistes concernés par la couverture de l'élection présidentielle", précise le com-

munié. Selon le communiqué "le Centre international de Presse (CIP) assurera la confection des badges au profit des journalistes nationaux, et des correspondants permanents de la presse étrangère accrédités", ajoutant que la remise des badges aux journalistes accrédités débutera à partir du 2 septembre 2024, au niveau de l'entrée N 3 du Centre international de Conférences (CIC) "Abdelatif-Rahal", réservée aux médias. "Les médias accrédités (nationaux et étrangers) souhaitant inviter des experts et analystes, pour animer des conférences au CIC, sont tenus d'informer, au préalable, les services du ministère de la Communication, de la liste nominative, afin de leur permettre de les accréditer et préparer leurs badges",

a ajouté le communiqué. En outre, "le CIC met à la disposition des journalistes, à titre gracieux, tous les moyens techniques, audiovisuels et logistiques, afin de leur faciliter la couverture médiatique de l'élection présidentielle, à savoir des salles dotées d'ordinateurs connectés à internet à haut débit, réservées à la presse écrite et électronique, des studios et plateaux pour les chaînes de télévision (TV) et radio, ainsi que des salles de montage pour les infographistes. De son côté, l'agence Algérie Presse Service (APS) "met à la disposition des journalistes accrédités un fil d'actualités dans plusieurs langues à savoir l'arabe, le français, l'anglais et l'espagnol", ajoute le communiqué. Dans ce cadre, le Centre national de documentation,

de presse, d'image et d'information (CNDPI), organise "une exposition de photos au CIC qui retrace l'histoire de l'élection présidentielle en Algérie". "Le CIP prend en charge la restauration des journalistes accrédités pour couvrir l'élection présidentielle et assure le transport des journalistes vers le CIC, à partir du 4 septembre 2024, mettant ainsi à leur disposition des bus répartis sur la Maison de la presse +Tahar Djaout+ (place du 1er Mai), et la Maison de la presse +Abdelkader Safir+ (Kouba)", selon la même source. En outre, le Centre met à la disposition des journalistes "un bureau d'orientation au niveau du Centre de presse du CIC, pour plus d'informations et de renseignements", conclut la source.